

Nos lettres de noblesse



*Rapport annuel
2002-2003*

*Racine
Mai 2003*

*À qui veut savoir... Depuis que les voit...
Fidèles à notre rendez-vous annuel, nous nous y présentons
Notre première grande lettre, Union, comme un trait
UPA pour l'union commune des gens de la terre qui nous
À ce rendez-vous, nous nous y présentons avec de nous
- la section U, celle qui présente ce qui se passe dans
- la section P offre la Programmation d'UPA. Développement
La section A, intitulé, attendons de voir nouvelles
D'Union ou Développement de la vie
des Informations*



Tant que les lions n'auront pas leur propre historien, les histoires de chasse continueront de glorifier le chasseur.

(Proverbe africain)

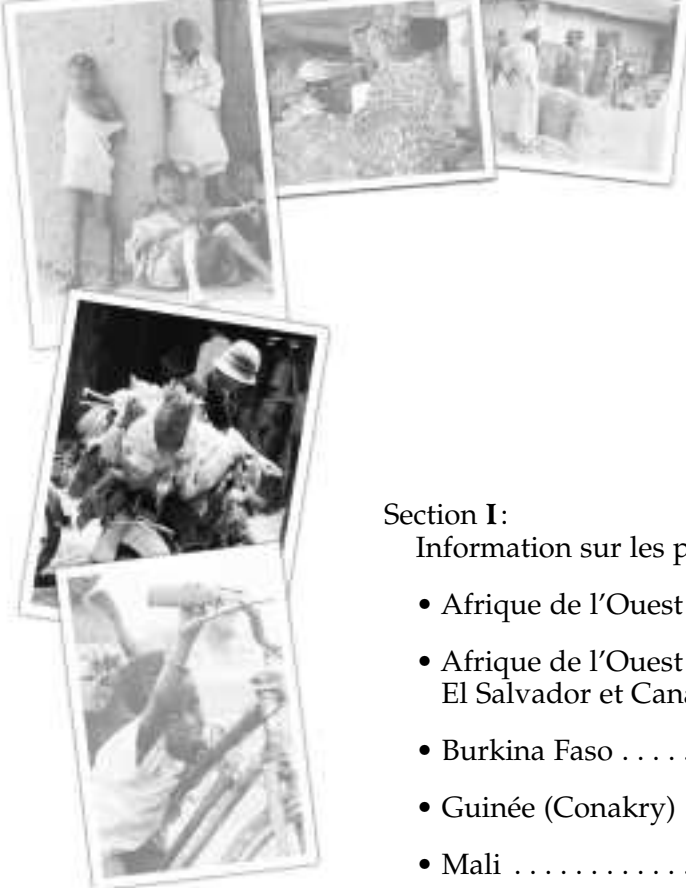
L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a participé financièrement à la réalisation de ce rapport.

Note: À l'intérieur du présent rapport, le plus souvent nous utilisons les mots paysannes et paysans mais, à l'occasion, nous écrivons productrices et producteurs agricoles, ou encore agricultrices et agriculteurs. Pour nous, ces mots sont synonymes et désignent les gens de la terre, les gens pratiquant l'agriculture ou l'élevage.

Table des matières

Introduction	5
Paysan Moussa part en voyage (Première partie)	7
Message du président	8
Mot du directeur général	9
Section U:	
Univers de la coopération internationale	
Une année faste sur la lutte contre la pauvreté	11
• La croissance économique comme moteur de la réduction de la pauvreté	12
• Croissance... de la pauvreté	13
• Traduction de cette vision du développement dans la politique d'aide canadienne	13
• Contribution d'UPA Développement international	15
Paysan Moussa part en voyage (Deuxième partie)	16
Section P:	
Programmation d'UPA Développement international	
Une chaîne de lettres et ses maillons	19
Section A:	
Attendons de vos nouvelles	
Des lettres	21
Paysan Moussa part en voyage (Troisième partie)	33
Section D:	
Développement de la vie corporative	
UPA DI plus qu'un sigle, une signature	35
• Une signature sur nos dix ans déjà	37
• Une signature sur notre réseautage international	40
• Une signature sur notre propre réseau	40
• Une signature sur notre style d'actions	41
• Où rejoindre les gens d'UPA Développement international	42
Paysan Moussa part en voyage (Quatrième partie)	44

autres, traduites en réflexions
restructuration qui se sont
démonstration à la fois
virage amorcé et à ce
maturité de l'organ
projet ne signifie
fin de l'organisa
conviction et d
sont au rende
Déjà l'UGC
mesures po
créances.
historique
céréales
commen
memb
trois
de ce
obje
pro
an
p



Section I:

Information sur les projets 45

- Afrique de l'Ouest 47
- Afrique de l'Ouest et Centrale,
El Salvador et Canada 49
- Burkina Faso 59
- Guinée (Conakry) 65
- Mali 67
- Niger 73
- Sénégal 75

Post-scriptum 77

Paysan Moussa part en voyage (Cinquième et dernière partie) 78

Ont contribué à cette œuvre épistolaire 80

Prochainement sur nos écrans 81

Introduction

Racine
Mai 2003

À qui veut savoir... Depuis que les rois...

Fidèles à notre rendez-vous annuel, nous nous y présentons avec nos questions, nos certitudes remises en question et nos réponses qui questionnent. À n'en pas douter, de nos jours, il n'y aurait pas de roi moderne pour renier toute la noblesse de celles et ceux qui exercent le métier des gens de la terre. Et encore moins pour ne pas offrir les lettres patentes aux organisations qui œuvrent avec ces gens. C'est donc à la fois avec humilité et fierté que nous arborons nos lettres de noblesse : U, P et A.

Notre première grande lettre, **U**nion, comme un trait d'union, une forme de commune-union. La deuxième lettre **P**roducteur, productrice, paysan, paysanne, population de la terre. Finalement, la dernière réside dans la première lettre de l'alphabet, **A**gricole, agriculture, alimentaire, alimentation.

UPA pour l'union commune des gens de la terre qui nourrissent les gens de notre terre; UPA pour l'Union des producteurs agricoles, notre expertise, notre inspiration et nos racines.

À ce rendez-vous, nous nous y présentons avec de nouveaux habits. En effet, le contenu du présent rapport est un peu différent des autres années. Vous y trouverez :

- La section U, celle qui présente ce qui se passe dans l'Univers de la coopération internationale. Nous avons introduit cette nouvelle rubrique pour décrire, en quelques lettres, non pas tous les mots de la terre, mais bien le contexte dans lequel s'est réalisé notre programmation 2002-2003.
- La section P offre la Programmation d'UPA Développement international (UPA DI) en tableau.
- La section A, intitulé *Attendons de vos nouvelles*, apporte, via des lettres inventées et échangées, des informations et une analyse des différentes interventions d'UPA DI et de ses partenaires.
- La section D amène au Développement de la vie corporative d'UPA DI.
- Finalement, la section I présente des Informations plus précises sur chacun des projets et programmes.



Par le passé, un dossier de réflexion sur une question particulière était intégré au rapport annuel. L'année dernière, il était intitulé *Pour une agriculture terre à terre*. À l'avenir, ce type de dossier apparaîtra dans la collection Terres humaines. D'ailleurs, veuillez noter que notre prochaine édition de la collection Terres humaines est prévue pour décembre 2003.

Nous avons cru, et peut-être vous également, que l'Histoire de Brigitte et Moussa s'était terminée avec la visite de leur petit-fils Thierry en Afrique. Mais leur histoire de famille ne pouvait se conclure sans une réelle réciprocité. Moussa nous rend donc visite sur nos fermes.

L'équipe de rédaction

- c. c.
- Aux organisations paysannes
 - Aux organisations de coopération internationale qui veulent mieux connaître la réalité paysanne
 - Aux partenaires financiers qui veulent se rappeler la nécessité incontournable des organisations paysannes pour un développement durable d'une agriculture viable

Paysan Moussa part en voyage

(Première partie)

Montréal, Avril 2002

Bonjour Papa!

Comment allez-vous? Et la famille? Et votre nouvel élevage de chèvres? Tout va bien au village de Bunchinbourara? J'espère que cette lettre vous trouvera en excellente santé. Ici, après un hiver des plus froids, le printemps tarde à venir. Comme les gens du Québec disent, l'hiver a été «tuff en tabarnouche». Notre Thierry va fêter son 16^e anniversaire et depuis l'été qu'il a passé avec vous, il y a trois ans, il n'est plus le même. Il se décrit comme un «hêtre» qui grandit aux côtés d'un baobab du village. Il s'est même acheté un dictionnaire de proverbes et se plaît à citer des proverbes particulièrement quand il est avec sa grand-mère Brigitte. «On est plus le fils de son époque que le fils de son père.» «Le soleil ne passe pas un village parce qu'il est petit.» «Prendre une décision c'est comme placer un toit sur une hutte.»


Victor et moi, nous fêterons notre 20^e anniversaire de mariage le 2 juillet prochain. Nous aimerions en faire un rassemblement significatif qui regrouperait toutes les personnes qui nous sont chères: nos parents, nos amis, quelques voisins,... C'est pourquoi nous aimerions vous accueillir ici dans notre nouvelle maison à Longueuil. Comme Victor dit, nous sommes déménagés dans le 450 (la banlieue). Ce serait le plus beau cadeau que vous pourriez nous offrir. Nous aimerions que vous puissiez rencontrer la grande famille de Victor, les gens avec qui nous vivons, que vous ayez l'occasion aussi de vous frotter à la culture québécoise, voir les lieux que nous fréquentons, découvrir notre grand village quoi. Évidemment, Thierry serait tellement heureux de vous revoir, de vous amener à son école, de vous présenter son groupe de «rappeurs», de vous montrer ses performances en «roller blade», etc.

Nous attendons tous impatiemment de vos nouvelles et surtout votre réponse à notre invitation.

Salutations à la famille et au chef du village!

Votre fille, Awa

(À suivre...)



Message du président

Nous sommes de partout producteurs, paysans, agriculteurs, à travers ce monde qu'on nous présente de plus en plus comme un village global, à poser les jalons d'une collaboration basée sur le respect et la confiance mutuelle. Nous le faisons comme au village, même si l'attitude mondiale n'a rien à voir avec nos aspirations villageoises.

Comme vous le savez, l'engagement de l'Union des producteurs agricoles (UPA), par sa corporation UPA Développement international (UPA DI), n'est rien d'autre qu'une invitation à la coopération! Les gens de la terre, les gens pratiquant l'agriculture et l'élevage sont des gens patients et fiers. Leur noblesse ne repose pas tant sur des lettres patentes, pour peu qu'on leur reconnaisse, à travers les gestes qu'ils posent au quotidien.

La vérité c'est que, malgré les milliers de kilomètres qui nous séparent, le même rêve nous unit. Nous croyons aux mêmes valeurs: la ferme familiale, le développement durable d'une agriculture viable, la mise en marché collective de nos produits par des organisations qui nous appartiennent, à des rapports plus équitables avec les autres acteurs. Nous voulons une agriculture prise en charge par ceux et celles qui la façonnent.

Avec la reprise des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nous tenons d'une même voix à rappeler que le libre marché ne peut pas être une solution en agriculture. Pire, il profite à d'autres! Si tous les gouvernements doivent continuer à soutenir le développement de leur agriculture, parce qu'elle nourrit les nations et qu'elle est la clé du développement rural, ils doivent surtout donner aux agriculteurs les moyens de rééquilibrer les forces en présence.

En tant qu'agriculteur, nous savons qu'il faut bien davantage chercher à organiser le commerce mondial de l'agriculture plutôt que de le libéraliser. L'ouverture des marchés doit s'accompagner d'un pouvoir accru des agriculteurs dans la mise en marché de leurs produits et dans la transformation. Cette préoccupation doit faire son chemin jusqu'à l'OMC, voilà pourquoi une représentation plus forte des producteurs agricoles s'impose dans les prochaines négociations, mais aussi dans le processus de règlement des différends. Prendre notre place, c'est la seule façon de se garder d'un rapport de dépendance économique où les règles du jeu sont dictées par d'autres.

Ensemble, patiemment, avec courage et conviction, nous continuons de croire qu'il faut faire évoluer les politiques de développement agricole à travers le monde en œuvrant sur le terrain, convaincus que le développement le plus profitable résulte de choix éthiques, politiques, économiques et sociaux où les acteurs privilégiés sont les hommes et les femmes qui vivent de la terre.

Comme l'a écrit un jour le grand poète québécois Félix Leclerc: « Le temps n'aime pas ce que l'on fait sans lui ». C'est pourquoi depuis un peu plus de dix ans UPA DI, à travers des hommes et des femmes qui partagent le métier de la terre, participe, avec le temps et les aspirations nécessaires, à construire un monde meilleur.



Laurent Pellerin

Mot du directeur général

Une année charnière

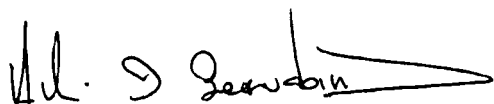
S'il appartient à l'histoire de donner du sens au temps passé, nous avons tout de même le privilège de nous exprimer sur notre vécu immédiat. À cette enseigne, nous pouvons soutenir que l'année qui vient de s'écouler en aura été une de jonction. Jusque-là, nos actions avaient été centrées sur des interventions d'appui terrain auprès d'organisations paysannes professionnelles. Il nous était apparu essentiel de prouver, d'abord et avant tout à nous-mêmes, que notre contribution apportait quelque chose de neuf et surtout de pertinent dans ce monde de coopération.


Aujourd'hui, le résultat de nos collaborations se traduit par une originalité certaine. Elle témoigne en partie de nos origines et de celles des organisations que nous côtoyons depuis plus d'une décennie qui, au fil du temps, se sont forgées à partir de leur identité propre. La prise en compte de ce fait, conjuguée à l'ensemble de notre vécu de dix ans d'engagement, a contribué à faire des douze derniers mois une année charnière.

Si le sort de l'humanité repose sur la capacité de l'agriculture à produire de quoi nourrir l'être, le sort de l'agriculture repose inexorablement sur des humains porteurs, non pas porteurs d'eau, pourtant si essentielle à la vie, mais porteurs d'une vision susceptible de faire épanouir les civilisations.

Au cours de la dernière année, c'est sous cet angle que nous avons participé et contribué à faire participer au débat des gens de la terre qui voient bien que leur avenir et celui de l'agriculture ne dépendent pas uniquement des résultats qu'ils obtiennent aux champs. La foulée du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) a engendré une réflexion sur l'intervention canadienne en agriculture dans les pays en développement. AgriCord, le regroupement des agri-agences membres de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), a poursuivi son travail de structuration et de réflexion sur les façons de soutenir l'agriculture et celles et ceux qui la façonnent. Par ailleurs, UPA Développement international (UPA DI) a organisé et réalisé un important séminaire, lequel a réuni, sous le thème de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), un peu plus de 100 personnes dont une soixantaine de leaders agricoles provenant de quelque vingt organisations de sept pays d'Afrique de l'Ouest. D'autres tribunes nationales et internationales ont également permis de faire valoir certains de nos points de vue.

Charnière aussi, l'année aura été, puisqu'elle nous aura guidés sur la voie d'une profonde réflexion sur nos modes d'intervention. De cette cogitation naîtra au cours des prochains mois une nouvelle mouture de notre programme d'appui institutionnel ainsi qu'un plan de développement de la corporation collant davantage à notre personnalité organisationnelle. En d'autres mots, les actions menées jusqu'à ce jour par la corporation n'auraient même pas la valeur du papier sur lequel sont couchés nos stratégies si nous n'avions pas pu compter sur l'Union des producteurs agricoles. Voici donc nos lettres de noblesse, celles qui se sont forgées à grands coups de savoir des gens de la terre, martelées pièce par pièce de la rougeur à la dureté d'un fini que les êtres et le temps continuent de polir.


André D. Beaudoin



Longueuil, Québec, le 19 mars 2003

Bonjour à tous et à chacune,

*P*resqu'un an déjà depuis vos dernières nouvelles. Et pourtant, plein d'échos me sont parvenus m'indiquant que l'année a été particulièrement fertile en événements de toutes sortes. Ce fut d'abord l'année du dixième anniversaire d'UPA DI, et dans le rapport annuel il devrait en être largement question. Mais le rapport annuel devrait aussi témoigner de l'environnement de la coopération et du développement international également riche en rebondissements cette année: le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, la réunion du G8 à Kananaskis au Canada, le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, la consultation de l'ACDI sur l'aide à l'agriculture des pays en développement, et j'en oublie sûrement.

J'ai pu pour ma part voir s'affairer les quatre mousquetaires abeilles du secrétariat qui de leurs dards toujours affûtés et à l'affût, butinent de mot à mot, saisissent et transmettent en phrases coulantes et savoureuses les jardins de nos cultures développementales, constituant ainsi la mémoire de nos faits et gestes au quotidien.

De mon poste d'observateur privilégié du quotidien longueuillois, j'ai pu également voir défiler des colonnes de chiffres, triturées dans tous les sens par toutes sortes de vérificateurs affairés, venus décortiquer les quelque 7,5 millions\$ de projets en cours. Au bout de l'opération, sûrement justifiable et justifiée, du temps et du stress qui s'additionnent dans la colonne vertébrale du personnel de l'équipe de l'administration et, pour soulager un peu du poids du nombre, un certificat d'excellence et le sceau de rigueur accréditée qui nous signe de nos « **lettres de noblesse** ».

Mais qu'advient-il de vous? Comment avez-vous navigué dans ces eaux vives? Permettez-moi de savoir, mais surtout de comprendre, pour à mon tour témoigner de ce qui constitua votre menu quotidien et qui, au fil des jours, vous a permis de garder la forme.

Merci à l'avance de nous permettre de partager, avec vous, ce qui nous anime année après année. Et même si vos noms sont fictifs, et vos mots sont inventés ou empruntés, votre réalité existe belle et bien, et nous nous y reconnaissons.

Régis Trenet

Section U

U comme dans Union
ou dans Univers...cité

Que se passe-t-il dans l'univers de la coopération internationale?



... qui de leurs dards toujours affûtés et à l'affût, butinent de mot à mot, saisissent et transmettent en phrases coulantes et exultantes les jardins de nos cultures développementales, constituant ainsi la mémoire de nos faits et gestes au quotidien.

De mon poste d'observateur privilégié du quotidien langagier, j'ai pu également voir défilier des colonnes de chiffres, triturées dans tous les sens par toutes sortes



Une année faste sur la lutte contre la pauvreté

Cette rubrique n'a pas la prétention d'une analyse conjoncturelle globale sur le monde, mais elle veut permettre de saisir davantage la portée des ponts à faire entre nos coopérations et le contexte de l'aide internationale, en particulier l'aide canadienne au développement. Nous passerons sous silence le contexte des guerres qui sévissent un peu partout sur la planète, la multiplication des catastrophes écologiques et climatiques, l'avancée du SIDA et des grandes épidémies. Comme il ne nous est pas encore interdit de poser un regard et de penser, autrement la propriété intellectuelle des organismes vivants serait menacée, nous y allons de cette analyse.

En guise de rappel des événements, des faits et des éléments d'analyse, nous nous référerons à un article publié dans l'encart Semences de solidarités de La Terre de chez nous, édition du 5 décembre 2002, intitulé: DE KANANASKIS À JOHANNESBURG, DES SOMMETS QUI DONNENT LE VERTIGE que nous nous efforcerons de mettre à jour.

À la fin de l'année 2001, les chefs d'États africains élaboraient une proposition portant sur un Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA). Ce document, soumis à d'autres chefs d'États parmi les pays riches de la planète, réunis pour le Sommet du G8 en juin 2002 à Kananaskis, au Canada, soulevait la question du développement économique des pays africains et de leur adhésion à la mondialisation des marchés, deux prémisses des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) soutenus par la Banque mondiale (BM). Mais le dépôt du NPDA et les réactions des chefs d'États du G8 n'étaient pas les seuls événements internationaux de l'année attirant notre attention sur la pauvreté d'une partie importante de notre «village global». À la fin août se tenait à Johannesburg le Sommet de la Terre, 10 ans après les engagements de Rio. Ici encore, les débats sur le développement durable sont associés à la lutte contre la pauvreté. Enfin, la tragédie du 11 septembre 2001 continue de hanter l'actualité et d'alimenter les débats et elle a surtout comme effet de déplacer une partie significative des budgets de l'aide vers l'Irak et l'Afghanistan.

La croissance économique comme moteur de la réduction de la pauvreté

À l'instar du G8, le Canada a endossé la stratégie proposée par les chefs d'États africains dans le NPDA, une stratégie de développement fondée sur « la croissance économique s'appuyant sur l'investissement et la gouvernance économique. Les deux sont les moteurs de la lutte contre la pauvreté.¹ » On se souviendra que le gouvernement canadien s'était déjà engagé à créer un fonds spécial de 500 millions de dollars canadiens pour soutenir le développement de l'Afrique dans les trois prochaines années.

À la suite de la réunion du G8, le Canada dévoilait l'affectation de 420 millions \$ à différents secteurs de sa politique d'aide. 43 % de cette somme, soit 180 millions \$, sont affectés directement ou indirectement à la promotion d'une croissance économique axée sur l'investissement et le commerce extérieur pour l'Afrique. Cette stratégie ouvre la porte à des investissements directs provenant de l'étranger et à la privatisation des services à la population.

Or, quand on scrute l'histoire récente de certains secteurs de l'activité économique en Afrique, on observe que plusieurs d'entre eux sont déjà contrôlés par des capitaux étrangers et que l'impact économique de ces activités, souvent considérées comme névralgiques pour l'économie de l'Afrique, est finalement infime.

¹ www.g8.gc.ca/2002Kananaskis/kanannaskis/afraction-fr.asp, Plan d'action du G8 pour l'Afrique, adopté en juin 2002 lors du Sommet du G8 tenu à Kananaskis, au Canada, p. 1 paragraphe 3.

Quant à la privatisation des services à la population, elle se traduit trop souvent par une privation de services pour la population. L'exemple de la distribution de l'eau à Niamey au Niger est éloquent. Selon l'équipe du journal *Alternative* de Niamey, après deux années de privatisation, l'entreprise d'origine européenne qui administre la distribution de l'eau avait augmenté la tarification de 20%. Les populations les plus démunies, qui ont subi cette même augmentation, ne peuvent la supporter et doivent restreindre leur consommation d'eau potable. La firme européenne s'était pourtant engagée à protéger les utilisateurs de petits volumes d'eau que sont les familles démunies de Niamey. Or, ces familles vivent dans des concessions et se partagent un seul robinet, branché à un compteur unique pour l'ensemble de la concession. Le volume de consommation est alors calculé pour l'ensemble de la concession et est, par conséquent, tarifé au taux maximum.

Alors que, chez nous au Canada, le Conseil canadien du développement social publiait en 2002 un rapport d'étude qui révèle que deux enfants sur dix ne mangent pas à leur faim. Pendant ce temps, les banques alimentaires de Montréal distribuent quotidiennement 60 à 80 tonnes de nourriture pour les personnes dans le besoin. Peut être qu'au fond le plus grave problème de distribution est celui de la richesse.

Croissance... de la pauvreté

La lutte au déficit en Afrique a débuté bien avant celle des pays du Nord. Au milieu des années 60, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale imposaient aux États africains les programmes d'ajustement structurel (PAS). Ces programmes étaient basés sur une diminution de la taille des États pour comprimer les dépenses et promouvoir l'investissement privé. Après avoir appliqué ces mesures de 1967 à 2000 en Ouganda, par exemple, la dette de ce pays est passée de 800 millions\$ US à 3,6 milliards\$ US. Et la population est plus pauvre qu'avant. Pourtant, le G8 n'a pas pris position sur la dette des pays les plus pauvres qui, année après année, gruge un pourcentage important de leur budget.

Or la lutte contre la pauvreté basée sur la croissance économique repose sur les mêmes fondements que les PAS. On est en droit de se questionner sur l'impact réel de ces mesures sur les populations et, du même souffle, se demander qui deviendra plus riche et de combien moins pauvres seront les plus démunis à la suite de leur application?

Traduction de cette vision du développement dans la politique d'aide canadienne

À la fin de l'année 2002, la ministre canadienne de la Coopération internationale publiait *Le Canada contribue à un monde meilleur*, un énoncé de politique en faveur d'une aide internationale plus efficace. Cet énoncé de politique venait appuyer les annonces déjà faites, et dont il fallait se réjouir par ailleurs, d'une augmentation du budget de l'aide qui doublerait d'ici 2008. S'ajoutait à cette augmentation, le fonds canadien pour l'Afrique de 500 millions de dollars sur les trois prochaines années.

Geste significatif, il faut en convenir, tout en considérant que dans trois ans l'aide canadienne représentera 0,28% du PNB, soit seulement la moitié de ce qu'elle représentait au début des années 90 et surtout très loin du 0,7% auquel le Canada s'était engagé aux côtés de ses partenaires de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à la fin des années 80.

butinent de mot à mot, en phrases coulantes de nos cultures déconstituant ains gertes au quot De mon poste quotidien voir défile triturées sorte de décont de pro l'opé just s'ad ve d



De l'auto stop à chauffeur d'autobus

Nous pouvons nous réjouir du fait que les pays bénéficiaires deviennent des partenaires. C'est ce que souhaitent depuis longtemps les responsables de ces pays et ce que les organismes de coopération préconisaient déjà avec leurs propres partenaires. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) parle même des gouvernements de ces États qui prennent le volant de l'autobus du développement.

Mais être au volant quand l'itinéraire est défini par d'autres et que le véhicule est emprunté n'est pas nécessairement chose facile. Même si le déliement de l'aide fait partie de la nouvelle donne, en principe, les conditionnalités sont parfois discutables.

La bonne gouvernance

Ce concept de «bonne gouvernance», éclipse presque celui de démocratie. En accordant davantage d'importance à la gestion économique qu'à celle de la démocratie, on réduit la place de la société civile dans la mise en œuvre des solutions développementales. En effet, outre les gouvernements et la grande entreprise privée, les autres acteurs se voient fragiliser dans leur position puisque l'ensemble des moyens leur échappe de plus en plus.

Déliement de l'aide et cohérence des politiques

L'aide liée est de plus en plus questionnée à travers le monde. Bien que le Canada n'ait jamais abusé de cette forme d'aide, il renonce à sa politique obligeant un contenu canadien minimal, en vigueur depuis 1987. Pour le reste et pour le moment, aucun changement n'est apporté à la politique d'aide liée touchant l'aide alimentaire ou la programmation de la Direction générale du partenariat canadien.

Cependant, il faut reconnaître que si le déliement de l'aide donne bonne presse aux bailleurs de fonds, il est remplacé par des conditionnalités qui font appel de plus en plus aux questions de commerce et font prendre une toute autre tangente à l'aide au développement. En ce sens, les grandes institutions internationales doivent servir davantage plutôt que simplement être de service. Sans une plus grande cohésion, les progrès demeureront mitigés. L'accès réel au marché international est une nécessité. Mais plus encore, la protection du marché intérieur africain est fondamentale afin de permettre à l'économie de prendre du continent.

Approches-programmes et fonds multilatéraux

Dans un souci d'une plus grande efficacité de l'aide, l'ACDI adopte l'approche programme. Cette option n'est pas nouvelle, mais ses applications le sont : interventions plus ciblées et limitées quant aux secteurs et aux pays. L'ACDI interviendra de façon plus massive dans douze pays, dont six en Afrique, et dans des secteurs spécifiques pour chacun de ces pays. On parle donc d'une rationalisation de l'aide à partir d'une concentration thématique et géographique.

Un corollaire à cette nouvelle politique repose sur la capacité de la communauté des bailleurs de fonds de se concerter afin de mieux se compléter. Cette concertation avec les autres intervenants est souhaitable et souhaitée depuis longtemps, mais demeure difficile à réaliser concrètement sur le terrain.

Cependant cette approche comporte un risque à ne pas négliger. Si elle a le mérite de permettre une meilleure cohésion, elle peut forcer une voie unique de développement comme s'il n'y avait qu'un seul modèle possible et souhaitable.

Contribution d'UPA Développement international

À travers ce grand remue-ménage de la coopération, la ministre canadienne de la Coopération internationale déclarait au Sommet de Johannesburg que l'agriculture serait un secteur privilégié par son gouvernement afin de venir en aide aux pays les plus pauvres. UPA DI ne peut que souscrire à cette assertion qu'un pays qui nourrit sa population est déjà un pays plus riche.

Cet engagement de la part de la ministre a pris forme dans une politique de l'ACDI pour une « Agriculture au service du développement rural durable », et un nouvel engagement de faire croître les fonds consacrés à l'agriculture de 95 millions à 500 millions de dollars d'ici 2008. Ces fonds devront contribuer :

- Au renforcement des capacités nationales.
- À la création et au partage du savoir traditionnel et nouveau.
- À l'accroissement de la sécurité alimentaire, de la production et des revenus.
- À la gestion durable des ressources naturelles.
- À la création de marchés performants.

UPA DI se réjouit d'une telle politique qui vient renforcer ses efforts pour soutenir, auprès de ses partenaires, une agriculture au service du développement rural durable.

Rappelons-nous qu'UPA DI, dans sa première édition de la collection Terres humaines, en mai 2002, y allait d'un plaidoyer pour le développement durable d'une agriculture viable dont les fondements reposent sur une agriculture de type familial. Celle-ci doit être supportée par des organisations agricoles fortes, capables de mettre en place des systèmes collectifs de mise en marché permettant d'établir des rapports plus équitables avec les acheteurs : une agriculture entre les mains des femmes et des hommes qui y œuvrent au quotidien.

Avec ses programmes d'appui institutionnel, d'appui au développement des compétences de leaders agricoles pour mieux se faire entendre et comprendre dans les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et son programme de formation basé sur Le Savoir des gens de la terre (LSGT), UPA DI apportera sa contribution et son expertise aux efforts de l'ACDI pour promouvoir et soutenir une agriculture aux mains des productrices et producteurs agricoles.

Le développement durable se doit d'être économiquement équitable, environnementalement respectueux, socialement juste et culturellement adapté. C'est dans cette perspective qu'UPA DI intervient en coopération internationale et qu'elle veut souscrire à la volonté du gouvernement canadien pour une plus grande efficacité de l'aide mais également pour un modèle de développement traduisant les valeurs profondes des gens de la terre, fussent-ils du Nord ou du Sud.

butinent de mot à mot, en phrases coulantes de nos cultures déc...

constituant ains...

gestes au quot...

De mon poste...

quotidien...

voir défile...

triturerées...

sorte de...

décoré...

de pro...

l'opé...

just...

s'ac...

re...

de...



Paysan Moussa part en voyage

(Deuxième partie)

Bunchinbourara, Mai 2002

Bonjour ma fille,

Comme à l'habitude, je t'écris par l'intermédiaire de ton frère puisqu'il sait manier le bic et moi pas. Comment va mon petit-fils? Et madame Brigitte? Et mon fils Victor? Et toi, ma fille Awa? J'espère que cette lettre vous trouvera tous en très bonne santé.

Lorsque ta lettre est arrivée, j'étais avec les autres vieux du village sous l'arbre à palabres. Nous avons un invité du Canada. Je lui ai demandé de quel village il venait et il m'a répondu qu'il était du village de Longueuil. Je lui ai demandé s'il te connaissait parce que tu m'avais parlé de votre déménagement à Longueuil. J'ai été très surpris qu'il me dise qu'il ne te connaissait pas puisque après tout vous êtes dans le même village et même s'il est grand, ce n'est pas une raison pour ne pas se connaître et se fréquenter. Si j'ai bien compris, il m'a dit qu'il venait de la grande famille des Tremblay. Par contre, je ne sais pas exactement quelle langue il parle, cela ressemble beaucoup au français mais plusieurs mots m'échappent. Toi, est-ce que tu as appris cette langue? Est-ce que tu en as besoin dans ton travail?

Ce Tremblay est venu parler d'une organisation de paysans et de pêcheurs du Canada. Il nous a même invités à venir au Canada. Mais quand il dit «invité» c'est pas comme en Afrique semble-t-il... Il est venu au village et nous lui avons offert l'eau du voyageur, un repas et même une natte pour dormir. Avant de partir il voulait nous payer, je lui ai dit que lorsque nous invitons ici c'est pas pour que l'invité nous donne des Feffa. Mais il a dit dans sa langue: «Au Canada çé pas de même».

Après avoir lu ta lettre et comme tu le sais «Ce que le jour l'homme soutient tout haut sous l'arbre à palabres lui a été soufflé la veille sur l'oreiller», j'ai attendu quelques jours avant d'aller voir le chef du village le Grand N'tji Camara. J'avais besoin de son avis, de ses conseils de sage. Il m'a accueilli en me disant: «Je sais pourquoi tu viens me voir....» En effet, comme tu peux le deviner, dans le village le bruit courait. Je lui ai dit que j'aime beaucoup ma famille y compris ceux de l'autre côté des grandes eaux. J'ai ajouté que je trouvais ça loin le Canada, qu'on ne déplace pas facilement un arbre enraciné depuis autant d'années, que je suis déjà vieux, que c'est dangereux,

que les gros oiseaux c'est beau à regarder voler mais seulement quand tu as les pieds sur la terre de tes ancêtres... Après m'avoir bien écouté il m'a dit: «Moussa, si tu vas au Canada tu seras les yeux du village, les oreilles de ta famille et le cœur de nos ancêtres. À ton retour, tu pourras nous dire ce que tes yeux ont observé, ce que tes oreilles ont entendu et surtout ce que ton cœur a ressenti».

Je vais donc aller vous visiter mais je préférerais y aller au mois de mars plutôt que pour le 2 juillet. D'ici là, je vais me faire faire un nouveau boubou pour rencontrer le chef de ton village.

De ton père,

Moussa

butinent de mot à mot, en phrases coulantes de nos cultures déchirées constituant ainsi gestes au quotidien De mon poste quotidien lo voir défile triturées sorte de décoloré de pro l'opé just s'ac ve d

Section P

P comme dans Programmation
Pour

Paysanne

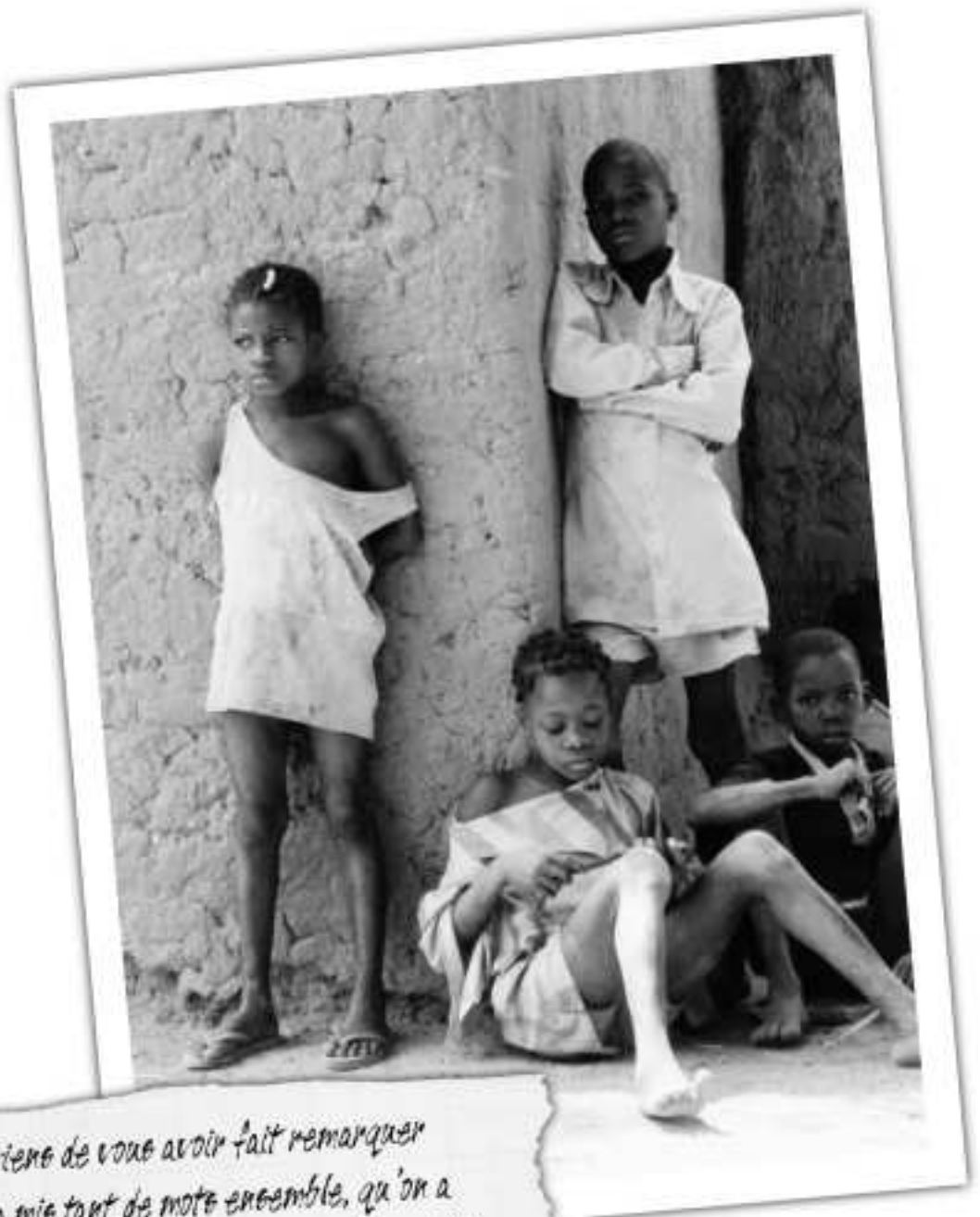
Paysan




Toutes ces émotions se sont, d'une manière ou d'une autre, traduites en réflexions et en mesures de restructuration qui se sont avérées la démonstration à la fois de l'importance du virage amorcé et à compléter, et de la maturité de l'organisation. La fin d'un projet ne signifie pas pour autant la fin de l'organisation. La fin d'un projet ne signifie pas nécessairement la fin d'une organisation donc la mesure de conviction et

Section A

A comme dans
Attendons de vos nouvelles....



... je me souviens de vous avoir fait remarquer
un jour qu'on a mis tant de mots ensemble, qu'on a
dû faire le tour du monde, assis autour d'une table.
Et quand la nouvelle est retombée, avant de donner le



De : Albert Legrand « alegrand@afri.net.ml »
Dest. : Pricilla Belhumeur « pbelhumeur@burkinet.bf »
Date : Mercredi 26 mars 2003, 11 h 13
Objet : Suites des États généraux
C. C. :



Bonjour Pricilla,

Je t'écris à l'occasion de cette journée de congé au Mali, qui commémore l'avènement d'une nouvelle ère de démocratie pour le peuple malien à la suite du renversement du gouvernement Traoré le 26 mars 1991. Je sais que ça te rappellera des souvenirs puisque tu étais toi-même en poste au Mali à cette époque. L'événement est particulièrement symbolique cette année, puisque celui qui dirigeait les libérateurs du peuple malien en 1991 est, depuis bientôt une année, président démocratiquement élu du Mali.

Comment vas-tu ? Et ces nouvelles fonctions ? Ici il n'y a pas de mal. « Torrotè »

Je viens de recevoir la lettre de Régis provenant du siège social et sollicitant notre contribution à la rédaction du rapport annuel. Je pense pour ma part que s'il y a une chose qui a pu marquer la vie de nos projets cette année, tant à Ségou qu'à Diré, c'est bien les États généraux céréaliers tenus à Bobo-Dioulasso en avril 2002 et leurs conséquences sur les opérations de Faso Jigi et de Baabahu Jici. Je tenais à partager avec toi ces quelques réflexions afin d'obtenir tes commentaires avant de les faire parvenir à l'équipe de Longueuil.

Tu sais sûrement, même si tu n'étais pas encore en poste à l'époque, que ces États généraux avaient été convoqués pour permettre aux organisations paysannes du Mali et du Burkina Faso appuyées par UPA DI, soit Faso Jigi, Baabahu Jici et l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM), de partager leurs expériences respectives et de chercher ensemble des solutions à leurs problèmes.

D'entrée de jeu, l'animateur principal d'UPA DI rappelait à toutes les participantes et participants qu'un bon diagnostic c'est déjà une action dans le sens de la solution. Nous étions, par la suite, invités à nous pencher sur un certain nombre de problèmes surgis dans les dernières années et que nous avons pris le temps de préciser ensemble :

- Le manque d'appropriation de l'organisation par les membres.
- Les relations entre les membres, les élus et les permanents marquées par un manque de communication et de complicité.
- L'intégration difficile des paysannes au sein des organisations.
- Les problèmes d'écoulement des stocks.
- Les mauvaises créances avec quelques acheteurs et les impayés de la part de certains membres.
- La coopération entre UPA DI et les organisations paysannes parfois teintée d'impatience.

Je ne relaterai pas ici le contenu des échanges que tu auras certainement lu dans le compte-rendu qui a été produit, mais je voudrais te faire part des suites que les organisations paysannes du Mali ont donné à cette importante rencontre sur le terrain.

La structure d'organisation du crédit de Faso Jigi permettait, pour la première fois au Mali, à une banque commerciale, la BNDA, de répondre aux besoins individuels des membres regroupés au sein d'une seule demande de prêt garantie par un fonds de commercialisation. Ce financement bancaire a toutefois soulevé de la part de certains services financiers décentralisés de grandes inquiétudes quant à leur avenir à Niono. Les discussions ont cours présentement avec les Services financiers décentralisés (SFD) pour voir ensemble comment à l'avenir nous pourrions concilier les intérêts des uns et des autres.

Un autre fait saillant à la suite des États généraux fut sans aucun doute ce que j'appellerai : l'opération échalote. Tu n'es pas sans savoir que depuis longtemps les femmes gravitant autour de Faso Jigi enviaient les productrices de « bissap's » du Burkina Faso qui avaient leur propre production, ce qui leur avait permis d'être reconnues comme membres à part entière de l'UGCPA/BM.

Les « hommes » de Faso Jigi voulaient tellement que l'on fasse quelque chose cette année qu'ils ont décidé de soutenir les productrices d'échalotes et de financer sur fonds propres la construction d'entrepôts de conservation. L'OP a donc avancé les 4 millions de Fcfa (environ 9 000 \$) pour qu'elles construisent des entrepôts et aient accès à un paiement anticipé, le tout étant bien sûr sous forme de prêt remboursable.


Quant à Baabahuu Jici, doit-on s'en réjouir même si ça semble un exploit, l'organisation a récupéré 40% des impayés alors que très souvent dans la zone, le résultat est nul. Par contre, je maintiens que le plus gros problème, là-bas comme ici à Faso Jigi dans les céréales sèches, c'est que nous tentons d'introduire des systèmes de commercialisation à fondements économiques dans des systèmes de production à caractère traditionnel.

En effet, pour les producteurs de Diré, le blé est une production secondaire de la même façon que la production de céréales sèches à Ségou est plutôt une production de subsistance. Or, nos mécanismes d'intervention reposent plus spécifiquement sur une agriculture structurée et de type commercial où plusieurs services sont disponibles. Ces mécanismes d'intervention sont donc moins adaptés à l'agriculture de subsistance. Tout ça traduit bien « le dur passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché de type familial ».

Voilà pour mes commentaires sur les suites des États généraux dans les organisations paysannes du Mali. Espérant que ces quelques idées auront pu t'inspirer et inspirer ceux qui s'affairent à la rédaction du rapport annuel.

Au plaisir de lire tes commentaires et encore plus de te revoir bientôt!

Albert



De : Pricilla Belhumeur « pbelhumeur@burkinet.bf »
Dest. : Albert Legrand « alegrand@afrinet.ml »
Date : Lundi 31 mars 2003, 07 h 44
Objet : **Re : Suites des États généraux**
C. C. :



Bonjour Albert,

I ka kènè ? Somògòw bè di ? I ni fama ?

Tu as réveillé en moi des émotions fortes en me rappelant le 26 mars 1991. Ce fut effectivement, et ça continue d'être, un moment fort de l'histoire récente du Mali. J'espère pour vous, et surtout pour le peuple du Mali, que le processus de démocratisation des services administratifs et de l'appareil gouvernemental, initié ce jour-là, se poursuit.

Merci pour ce rappel et ces commentaires, ils ont été édifiants et je t'invite, à ton tour, à apprécier le résultat de ma petite enquête auprès de mes collègues burkinabé sur les suites des États généraux.

À l'UGCPA/BM, le processus de réflexion et de restructuration était déjà amorcé avant la tenue des États généraux et s'est accentué à la suite de la décision de l'ACDI de ne pas poursuivre le financement du PACCBF au-delà de la date prévue initialement, soit le 31 mars 2003. Tu peux facilement imaginer l'intensité et la gamme des émotions par lesquelles tous les intervenants dans le dossier, les élus ainsi que plusieurs membres de l'organisation, l'équipe UPA DI et les permanents, ont pu et ont dû passer.

Toutes ces émotions se sont, d'une manière ou d'une autre, traduites en réflexions et en mesures de restructuration qui se sont avérées la démonstration à la fois de l'importance du virage amorcé et à compléter, et de la maturité de l'organisation. *La fin d'un projet ne signifie pas nécessairement la fin de l'organisation dans la mesure où conviction et détermination des paysans sont au rendez-vous.*

Déjà l'UGCPA/BM avait pris des mesures pour récupérer les mauvaises créances. De plus, en fonction de leur historique respectif de livraison de céréales pour fins de commercialisation collective, les membres avaient été divisés en trois catégories. La mise en place de cette politique avait comme objectif de limiter l'accès au programme de paiements anticipés aux seuls membres de première catégorie soient ceux qui avaient respecté leurs engagements et n'avaient pas d'impayé auprès de l'organisation.

Pour poursuivre les opérations de commercialisation collective, une rencontre de l'exécutif a permis de déterminer les mesures devant être mises de l'avant :

- Le mode de paiement aux producteurs a été modifié afin de permettre un paiement plus rapide, répondant davantage aux besoins des membres. À cette fin, un prix plancher est établi à la fin octobre et est ensuite réévalué à la mi-janvier.
- Après avoir évalué les fonctions essentielles au niveau du personnel, 7 postes sur 14 ont été abolis. Un secrétaire exécutif, producteur membre du comité

exécutif, remplace le directeur exécutif. Pour fonctionner avec un personnel réduit, il faut accentuer la formation et l'information et faire en sorte que les groupes de base ou Groupements de producteurs agricoles (GPA), soient plus autonomes. Dans la même perspective, à l'intérieur de deux zones, une expérience pilote a été menée avec la mise en place récente de Centres de gestion de proximité où les instances locales sont responsabilisées par rapport aux paiements aux producteurs.

- Un fonds de commercialisation de 160 millions de Fcfa est toujours disponible pour supporter le système collectif de mise en marché.
- L'acheteur de bissap's biologique continue de prendre l'ensemble de la production, jusqu'à concurrence de 10,5 tonnes. Au-delà de cette quantité, il faudrait revoir le prix.
- L'exécutif a rencontré les présidents des 60 GPA pour leur présenter le plan de relance qui a semblé satisfaire les membres. La commercialisation d'environ 2 800 tonnes serait nécessaire pour assurer la rentabilité de l'opération et le fonctionnement de l'organisation. Nous avons à ce jour plus de 3 000 tonnes d'assurées.

En retour d'un engagement financier de sa part sur fonds propre, UPA DI a obtenu de l'ACDI, à titre de mesures de désengagement, un budget d'un peu plus de 270 000\$, s'étendant sur 18 mois et permettant ainsi de mesurer les résultats, à la suite des changements sur deux campagnes de commercialisation.

Tu peux te rendre compte, mon cher Albert, dans quel contexte je suis arrivée en poste à Dédougou. Pour ma part, je considère que c'est un privilège. Tout ce remue-ménage des derniers mois témoigne de la maturité de l'UGCPA/BM et de l'appropriation du processus de prise en charge par l'ensemble de la structure, des membres à travers les présidents des groupements, des élus et du personnel.

Aujourd'hui, je saisis bien que ce constat est le fruit d'une longue démarche. D'ailleurs, mes collègues m'ont rappelé la tourmente de l'année dernière qui a mené à la convocation des États généraux céréaliers dont tu témoignais dans ton dernier message. Ils m'ont fait prendre connaissance des décisions prises à ces États généraux et du désarroi qui les a habités à la suite de l'annonce du désengagement. Ils ont fait état, sans mauvais jeu de mots, de la mission d'UPA DI qui a suivi et permis d'élaborer ce qui devait être pour le bailleur de fonds un plan de désengagement et qui s'est avéré pour l'UGCPA/BM un plan de relance entraînant la mise en place des mesures mentionnées plus haut. Et le climat de sérénité ou du moins d'assurance, qui inspire présentement l'UGCPA/BM est le fruit de tout ce long processus. Ça doit être très réconfortant et gratifiant pour tous ceux qui sont passés avant moi.



C'est comme si l'annonce du désengagement avait permis l'expression de cette maturité. Les producteurs sentent qu'ils ont le pouvoir et la responsabilité, et ils sont à l'écoute de leur organisation; un nouveau sentiment d'appartenance se manifeste. Ils téléphonent au bureau pour prendre des informations et pour suggérer leurs idées à partir des informations venues du terrain. Ils se sentent beaucoup plus proches de la direction. La peur du pouvoir bureaucratique s'atténue. Ils sont beaucoup plus soucieux des résultats et ils demandent toujours au secrétaire exécutif et au président d'être vigilants.

Dans l'autre direction, on constate que l'information passe plus rapidement du secrétaire exécutif aux paysans. Les rapports entre les élus et les permanents semblent plus harmonieux. La culture organisationnelle transpire dans les faits et gestes au quotidien.


Comme tu vois, malgré l'immensité de la tâche, je me considère choyée d'arriver dans le projet à ce stade-ci et d'accompagner une organisation mature et en possession de ses moyens. D'autres embûches se dresseront sur notre passage, mais nous savons que nous aurons les ressources nécessaires pour y faire face.

Et c'est sur cette note d'optimisme que je te laisse, en espérant qu'elle soit portée par l'harmattan et vous transporte tout autant.

À la prochaine!

Pricilla

Note: Avant de le faire parvenir à Régis, j'ai fait lire ce message à quelques élus et permanents qui constataient à quel point le ton du message différait par rapport à celui de l'an passé. Ce à quoi j'ai répondu que ce n'est peut-être pas tant le message qui a changé, mais beaucoup plus leur situation qui a évolué...

De : Oumar Ba « oba@paccem.qc.ca »
Dest. : Nelson Lavigueur « nlavigueur@aup.qc.ca » 
Date : 12 mars 2003, 16 h 52
Objet : **Séjour au Québec**
C. C. : Martine Latendresse « mlatendresse@aup.qc.ca »

Bonjour Nelson,

J'espère que ce message vous trouvera en bonne santé ainsi que tous les collègues, les familles d'accueil et votre propre famille. Nous avons fait un bon voyage de retour et nous avons tous retrouvé nos familles, grâce à Dieu, en bonne santé également. Nous gardons un excellent souvenir de notre séjour parmi vous, au pays du soleil froid, et ce court message, extrait d'un article que nous avons publié dans le journal régional, s'en veut un humble témoignage.

Quand des producteurs du Québec accueillent des producteurs du Sud

« J'ai eu la chance, en août dernier, de réaliser avec onze autres collègues africains et latino-américains, un séjour sur des fermes québécoises. Nous provenions de différentes origines, tous membres d'organisations impliquées en agriculture : production d'oignons, laitière, de maïs, élevage bovin, coopérative de mécanisation agricole, commercialisation collective de céréales et appui à des tables filières bio-alimentaires.


Ce stage de quelques semaines en terre québécoise nous aura permis de comprendre tout le chemin parcouru par les agriculteurs du Québec depuis plus de trois quarts de siècle. Nous avons pu réaliser combien de travail a été abattu pour améliorer les techniques de production et s'organiser de façon collective.

Personnellement, le stage m'a permis de découvrir un pays extrêmement organisé et riche, et pourtant il est parti de conditions similaires à chez-nous. Mais les principales raisons sont qu'ils ont cru en eux-mêmes et accepté d'être ensemble pour développer leur savoir-faire de façon démocratique et soutenue. C'est à nous maintenant d'emprunter leur voie, d'accepter d'être ensemble, de croire en nous-mêmes, d'œuvrer dans la plus grande transparence pour constituer une force dans la mesure où on a maintenant la connaissance et le savoir-faire, des ressources indispensables. Il n'y a pas de formule magique de développement. Il faut croire en soi-même et passer à l'action. Ainsi arrivera le jour nouveau, celui du mieux-être de nos producteurs. »

Merci encore et mes salutations à tous vos collègues d'UPA DI de Longueuil, à nos familles d'accueil, à Pauline qui nous a si bien encadrés, et au personnel de l'UPA.

Oumar Ba

Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM)



De : Régis Trenet « rtrenet@aup.qc.ca »
Dest. : Oumar Ba « oba@paccem.qc.ca »
Date : Jeudi 28 mars 2003, 16 h 53
Objet : **Séjour au Québec**
C. C. : Nelson Lavigneur « nlavigneur@aup.qc.ca »



Bonjour Oumar,

J'espère que tu te portes bien ainsi que tous les êtres qui te sont chers. J'espère également que la reprise de tes activités après le stage au Québec s'est bien passée et que tu as pu partager avec tes collègues ton expérience au pays du soleil froid, comme tu dis.

Je profite du départ en mission de Nelson pour te faire parvenir ce petit mot de remerciement pour le beau témoignage que tu nous as livré dans un courriel à ton retour.

Je t'informe par la même occasion que, si tu n'as pas d'objection, nous allons nous en servir pour le rapport annuel. Il est très intéressant de constater que les producteurs de l'UPA qui se rendent sur le terrain pour apporter un appui technique à nos partenaires partent avec cette même ouverture, cette même soif de découvrir et de partager dont tu témoignes.

Un d'entre eux écrivait dans son rapport au retour d'un séjour sur le terrain :
« Je suis attiré par la culture et les pays latino-américains. J'aime voyager et découvrir d'autres cultures et me confronter à des idées différentes. La justice sociale et les relations humaines me tiennent à cœur. Dans un monde en évolution vers l'ouverture et la multiplication d'échanges et de mélanges des cultures, je suis convaincu que la connaissance des autres est essentielle à la réussite de la cohabitation et de l'intégration des peuples. »

Plus près encore de votre témoignage, celui d'une stagiaire de l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) qui a séjourné chez vous au Mali au cours de l'année dernière : « J'ai appris à connaître de nouvelles cultures, d'autres techniques de production. J'ai acquis une plus grande autonomie et une plus grande confiance en moi. J'ai découvert en moi une fille beaucoup plus forte que je ne l'imaginai, plus fonceuse, plus déterminée et j'ai appris à écouter mes limites. »

« Je ne sais pas si vous avez déjà eu l'impression étrange en croisant le regard de quelqu'un dans la rue, en lui parlant une minute ou bien une heure qu'il transformerait votre vie. Peut-être par la bonté de son regard, la profondeur de ses yeux ou la sagesse de ses paroles, vous êtes persuadés que cette rencontre est arrivée au bon moment pour vous faire réaliser quelque chose d'essentiel. La vie est drôlement faite parfois, on peut croiser une personne l'espace d'une seconde et prendre une vie pour l'oublier. »

... Et c'est ça qui est si merveilleux, de constater qu'on a tant à s'apprendre mutuellement.

Merci encore et à la prochaine.

Salutations à toi et à tous les tiens.

Régis

San Luis Talpa, Viernes, 30 de Mayo, 2003

Elena Choquette,
Chargée de projets
UPA DI
Longueuil, Québec
Canada

Querida Elena, holá!

Como estas? Aca pasase muy bien!

Je dois m'excuser en commençant pour la pauvre qualité de mon français. C'est d'autant plus difficile que ce que je voulais vous communiquer est très important pour moi. Je souhaitais que vous puissiez ressentir toute l'émotion qui m'habitait quand je vous l'écrivais.

Nous avons reçu à la Central Cooperativa Agropecuaria (CCA), il y a quelques semaines, la lettre de M. Régis nous invitant à vous donner de nos nouvelles pour partager l'information avec l'ensemble des collaborateurs et partenaires d'UPA DI à travers son rapport annuel. Nous n'aurions pas voulu rater une si belle occasion de faire le point sur notre collaboration.

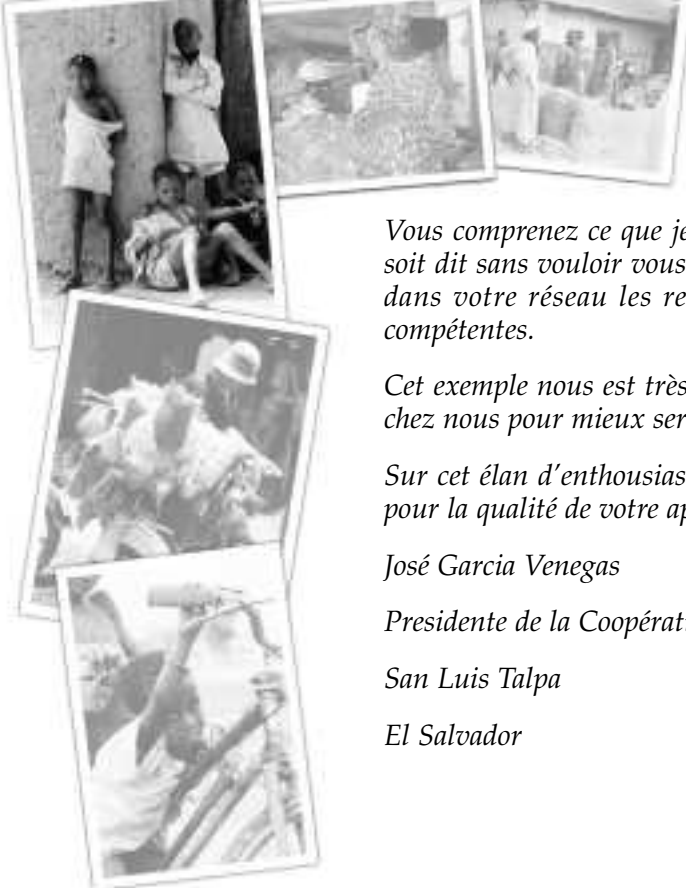
Je n'insisterai pas tant sur les résultats des appuis, mais bien plus sur la façon de nous appuyer pour arriver à ces résultats, car je crois que c'est là le secret de la réussite de notre collaboration, l'engagement des organisations et des personnes qui y sont associées.

Depuis la première rencontre avec votre collègue, accompagné d'un producteur et d'une productrice de votre union, nous avons bien réalisé ce que signifiait « la coopération de paysans à paysans ». L'appui était concret et les conseils ont grandement facilité la construction du poulailler et la mise en marche de l'élevage. Cette même rencontre avait permis à nos femmes de mettre en place un système de petits crédits à la production pour les femmes membres des coopératives.

Mais l'échange ne se fait pas que dans un sens; deux de nos membres, un homme et une femme, ont pu séjourner chez vous pour approfondir leurs connaissances sur les activités menées, mais également pour s'imprégner de la structure du milieu rural et agricole.

Depuis, deux autres missions sont venues nous appuyer, favorisant la réalisation d'un diagnostic organisationnel de la CCA, la mise en place d'un club d'encadrement technique, et même l'élaboration d'un projet de garderie pour trois coopératives membres. D'ailleurs, notre club d'encadrement technique s'appellera Conser-suelo tout comme celui dont est membre le producteur du Québec venu nous appuyer. Et le projet de garderie reçoit un bon appui de la part de madame Ondina Castillo, responsable pour l'Ambassade du Canada à San Salvador du programme Fondo Canada para iniciativas locales.

Deux autres de nos membres ont pu également séjourner chez vous cette année pour parfaire leurs connaissances, mais aussi pour consolider les liens avec UPA DI et ses collaborateurs. Aussi, la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ) a accepté de nous accompagner et de nous appuyer financièrement pour l'amélioration de la production fourragère, l'augmentation du cheptel et l'amélioration des infrastructures de coopératives de producteurs membres de la CCA. Parallèlement à ces activités, la FPLQ nous accompagnera dans notre réflexion sur la façon d'améliorer la mise en marché du lait.



Vous comprenez ce que je voulais souligner ? L'appui à la CCA, malgré des fonds modestes, soit dit sans vouloir vous offenser, est très large et, pour chaque volet, vous trouvez toujours dans votre réseau les ressources humaines et organisationnelles pertinentes et surtout compétentes.

Cet exemple nous est très inspirant pour le genre de structure et de réseau à mettre en place chez nous pour mieux servir le mouvement agricole salvadorien.

Sur cet élan d'enthousiasme qui nous anime, permettez-moi encore une fois de vous féliciter pour la qualité de votre appui et bien sûr de vous en remercier très chaleureusement.

José Garcia Venegas

Presidente de la Cooperativa Central Agropecuaria

San Luis Talpa

El Salvador

Note: Je remercie notre ami Pedro Rodriguez qui connaît bien votre langue et qui a accepté de relire notre lettre avant de vous l'expédier et de corriger mes nombreuses fautes.

Un jour, de cette année, autour d'une table.

À Monsieur le Président et Monsieur le Directeur, mes amis...

Pour donner suite à la conversation à trois que nous avons eue en février dernier à Porto-Novo, autour d'une bière, au sujet de la collaboration entre le Groupement des exploitants agricoles (GEA) du Bénin et UPA DI, voici la réflexion mûrie, mur à mur, de celui qui se considère un vieil Africain au teint clair originaire du Nord mais, avant tout, qui a la chance et l'honneur d'être de vos amis depuis l'origine de vos relations.

Le GEA-Bénin et UPA DI sont à la veille du dixième anniversaire de leur collaboration. C'est dire que ce partenariat a également évolué avec UPA DI, qui vient tout juste de célébrer elle aussi son dixième anniversaire. Quand vous m'avez demandé, « Monsieur le Président du GEA-Bénin » et « Monsieur le Directeur d'UPA DI », de jeter un regard sur la relation, il faut le dire, un peu difficile que vous viviez, je me sentais comme un conseiller matrimonial qui intervient auprès d'un vieux couple pour guider leur réflexion.

L'opération me semblait délicate et nécessairement empreinte d'humilité, de discrétion et de prudence. Mais j'étais en même temps honoré de la confiance que vous me témoigniez individuellement et conjointement. Je vous avais demandé, à mon tour, quelque temps pour avoir le recul nécessaire afin de traduire les passions en langage de raison, non pas d'état mais d'ami, tout aussi engageant. Et mon propos s'inscrira justement dans l'esprit de cette amitié et sur le ton de ces nombreux échanges que nous avons eus tout au long de ces années autour d'une table dans un café. D'ailleurs, je me souviens vous avoir fait remarquer un jour qu'on a mis tant de mots ensemble, qu'on a dû faire le tour du monde, assis autour d'une table.

Quand la poussière est retombée, avant de donner le premier coup de balai, il est bon de laisser le vieux sage, éclairé par les propos parfois volontairement nébuleux des protagonistes, lire dans ces vestiges les leçons du passé.

La relation actuelle entre le GEA-Bénin et UPA DI ressemble vraiment à une chicane de couple, et croyez-moi, après plus de 35 ans de vie commune, j'en sais quelque chose ! Des difficultés se présentent; financièrement il est difficile de répondre aux besoins des membres et au fonctionnement de l'organisme. Les revenus des « conjoints » ne sont pas suffisants et ne peuvent s'accroître de façon significative à court terme.

Si on pouvait appuyer directement des groupements spécifiques à la base, nos moyens limités seraient davantage proportionnels aux besoins auxquels on s'attaquerait et à moyen terme, ces groupements à la base deviendraient plus forts, s'investiraient davantage au sein de leur fédération et de l'organisation-mère.

Mais, on le sait également, les enfants ne deviennent pas toujours ce qu'on voudrait qu'ils soient et sont souvent, à cause de cela, la source de mésentente entre les parents, surtout quand ils subissent une influence extérieure à la famille.

En effet, pour expérimenter cette nouvelle approche avec les groupements de base, le GEA-Bénin et UPA DI ont fait appel à la collaboration d'autres organisations qui offrent des services et du financement.

Mais le père est au loin. L'organisation-mère est seule à « dealer » avec les membres sous l'influence de présences extérieures qui interprètent leur rôle, sûrement de bonne foi, mais selon leur compréhension des choses. L'organisation-mère essaie de discuter avec les groupements membres et les ressources extérieures, mais on n'arrive pas à s'entendre. Le ton monte, le fossé se creuse, la méfiance s'installe.



Le père revient. Il constate que ça ne va pas. Il essaie de comprendre, questionne à droite, à gauche, y ajoute ses ressentiments jusqu'ici occultés avec l'organisation-mère. Celle-ci en profite pour rappeler que les revenus sont insuffisants et qu'à plusieurs reprises elle en a fait allusion sans résultat, et pire encore, sans réaction de la part du partenaire.

La tension monte. On n'ira pas au fond des choses. On reviendra à un partenariat formel, une relation de pourvoyeur, sans complicité, jusqu'à ce qu'un vieux sage, ou un vieux fou selon les cultures et les appréciations, nous compare à un vieux couple qui vit une scène de ménage. Et puis soudain, le vieux couple revient à ses sentiments d'origine et le bonheur d'être ensemble refait surface sans pour autant que tous les problèmes soient résolus.

La morale...

La coopération internationale est une aventure complexe. Elle est d'abord une relation inter-culturelle entre deux organisations, institutions ou États. Qui dit « interculturel » dit ouverture et adaptation à l'autre culture, mais également ouverture au changement, à la remise en cause de sa propre culture. Pour que cette complicité s'installe entre les partenaires, il faut un minimum de confiance entre les organisations.

Or, les organisations prennent corps dans des hommes et des femmes qui épousent, parfois plus, parfois moins, toujours avec leur propre coloration, les valeurs et les visions des organisations qu'elles et ils représentent. Et si la chimie ne transpire pas de la relation entre les personnes, le partenariat devient vulnérable, la méfiance peut surgir et entraîner une crise dans le ménage.

Et on se retrouve au café, autour d'une bière à brasser des mots qui nous ressemblent, qui nous ont fait refaire le monde pour nous le rendre supportable.

Au plaisir de vous retrouver prochainement ensemble à la même table.

Le teint clair

Paysan Moussa part en voyage

(Troisième partie)

Longueuil, 2 mars 2003

Bonjour Camara,

Comment vas-tu ? Et la famille ? Et mon ami Coulibaly ? Et les vieux ? Et le village ? J'espère que cette lettre vous trouvera tous en très bonne santé. C'est mon petit-fils qui tient le bic pour moi ici. Il dit qu'il est mon bras canadien...

Je ne sais pas si je vais être capable de retourner au village. J'ai eu tellement peur dans cet oiseau de fer que j'en tremble encore. Avant même de pouvoir entrer, une préposée me dit que je ne pouvais pas apporter tous mes bagages dans l'avion, que j'en avais trop; tout le monde qui me demande de voir mes papiers même si je leur disais de ne pas s'inquiéter que je les avais; une autre qui m'empêche de m'asseoir en avant même si je suis un vieux, elle m'a dit « C'est pas l'âge qui compte c'est la classe... et vous n'avez pas la classe espace ». Puis là je me suis retrouvé dans la classe pas d'espace pour les jambes et rien d'autre... En arrivant à Paris je devais changer de machin pour me rendre à Montréal; et ça recommence les papiers à montrer, il me regarde, regarde le passeport, « Pourquoi allez-vous à Montréal ? », me regarde encore, regarde le passeport, gratte ma photo dans mon passeport... À Montréal, j'étais dans la queue pour passer à la frontière et il y a un policier qui arrive avec son chien bien gras et qui se met à sentir mes bagages, j'ai eu peur que son maître lui fasse sentir mon passeport...

Quel bonheur d'apercevoir mon petit-fils Thierry, avec ses parents et sa grand-mère Brigitte. Ils m'ont obligé à enlever mes sandales pour sortir de l'aéroport et à mettre des bottes à neige. Je leur ai dit que la neige cela ne pouvait pas être plus effrayant que le sable du pays. Mais bon, j'ai mis les bottes, mais c'était tellement lourd.

En sortant dehors, un grand vent comme l'harmattan nous attendait, mais il était aussi froid que celui de l'harmattan est chaud. Il y avait aussi un beau soleil, cependant je trouvais que leur soleil était froid. On embarque dans la voiture, mais eux ils ne sont pas comme les toubabs de chez nous, ils n'ont pas de chauffeur. Je n'ai pas compris pourquoi... être si riche et si pauvre à la fois.

Ils demeurent dans une bien belle case et puis grande pour au moins 15 personnes. De plus, Awa n'a pas besoin d'aller chercher l'eau le matin et ils ont tous de l'électricité. Étant donné qu'ils n'ont pas de natte, j'ai dormi sur un matelas. Madame Brigitte ne demeure pas dans la maison. Thierry m'a expliqué que c'est parce que c'est sa grand-mère, elle n'est pas de sa famille et que c'est comme ça ici. Elle est dans une case avec d'autres vieux, plein d'autres, il y en a en pagaille. Mais je ne comprends pas. Si sa grand-mère n'est pas de la famille, c'est quoi la famille. Et si elle est de la famille, pourquoi



elle n'est pas avec son fils Victor. Je dois parler avec Victor parce qu'il n'agit pas en bon fils en faisant cela. Être si riche et si pauvre à la fois...

Ce qui m'a le plus impressionné c'est le groupe de «rappeurs» de Thierry. Ils sont une dizaine de différentes ethnies à faire du «rap» comme ils disent. Ils chantent, ils dansent un peu comme à la fête des masques. Mais je suis resté très surpris de ce que ces jeunes m'ont dit sur leur grand-père. Je leur demandais comment se portait leur grand-père, un disait «Ah je ne sais pas, ça fait trop longtemps que je ne l'ai pas vu.», un autre a dit «Il s'ennuie, il ne sait pas quoi faire.» un m'a même dit «Tu sais pèpère on n'est pas en Afrique, ici les jeunes sont libres et les vieux ne nous mènent pas par le bout du nez.» Par chance, Thierry a pu m'expliquer un peu comment c'était ici la famille. Je ne dis pas que c'est pas bon, mais même si j'entends je ne comprends pas.

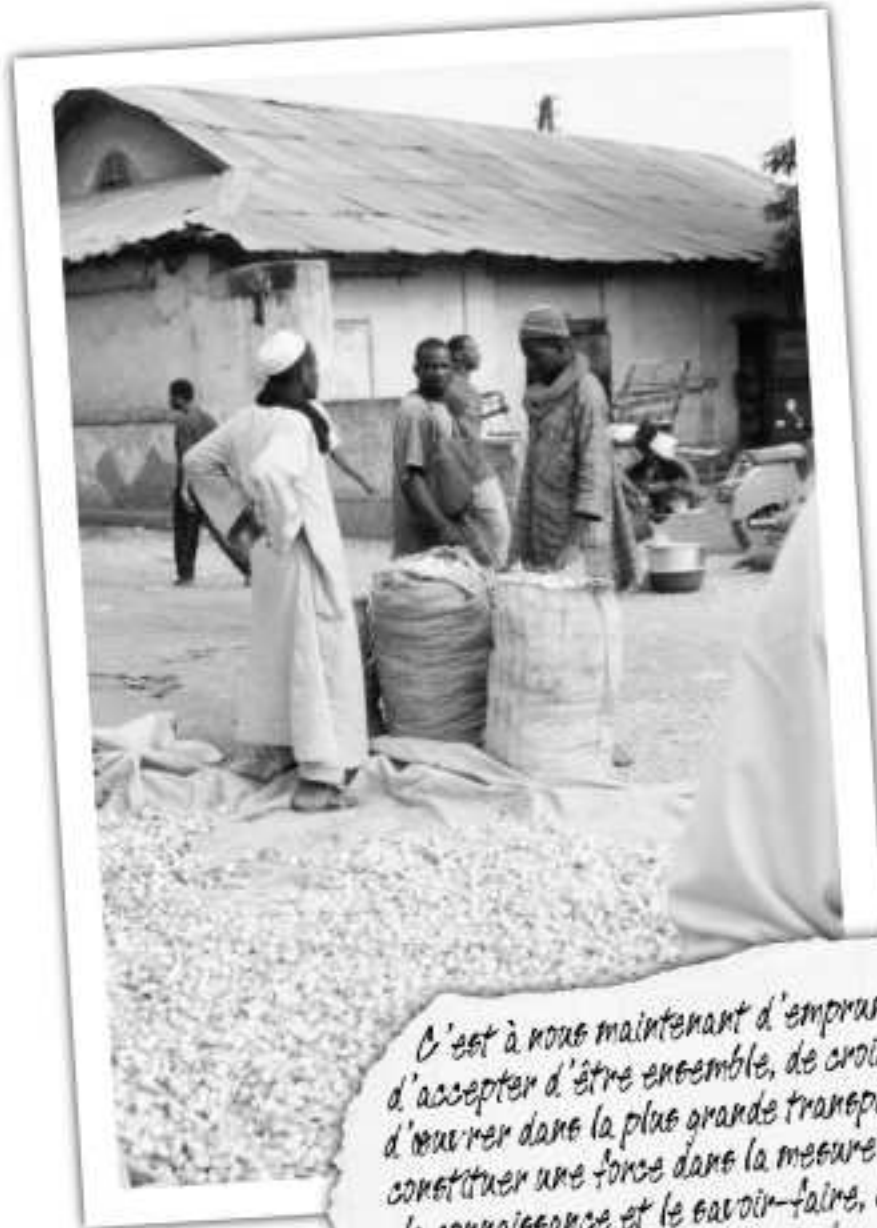
Comme ils disent ici : «Salut chef et dit allô à la famille et à l'âge dort du village».

Moussa

Note : Quand les jeunes sont contents ils me disent «Man, c'est full cool». Mon voyage est «full cool» même si je ne comprends pas tout.

Section D

D comme
Dans
Développement
Diversification
De vie corporative



C'est à nous maintenant d'emprunter leur voie, d'accepter d'être ensemble, de croire en nous-mêmes, d'ouvrir dans la plus grande transparence pour constituer une force dans la mesure où on a maintenant la connaissance et le savoir-faire, des ressources indispensables. Il n'y a pas de formule magique de développement. Il faut croire en soi-même et passer à l'action. Ainsi arrivera le jour nouveau, celui du

UPA DI plus qu'un sigle, une signature... pour une solidarité qui se construit par terre

1. Une signature sur nos dix ans déjà

Portrait du chemin parcouru

Malgré la panoplie des ressources et des connaissances scientifiques disponibles à l'échelle mondiale, encore aujourd'hui, pour un trop grand nombre de sociétés, la possibilité et le droit de se nourrir font l'objet d'un combat de tous les instants.

Il n'en demeure pas moins que s'alimenter, continuer à produire les denrées qui sont à la base des traditions et de la vie, participer pleinement au développement durable de son milieu constituent des priorités fondamentales pour un peuple. Se nourrir est devenu un enjeu, sinon l'enjeu stratégique mondial, aux plans économique et politique aussi bien qu'humain. Reconnaisant que les milieux agricoles du Nord et du Sud ont tout avantage à s'épauler, à trouver des moyens novateurs d'intervention dans le contexte d'une libéralisation des échanges commerciaux, le 14 janvier 1993, l'Union des producteurs agricoles a donné naissance à UPA Développement international. Au cœur du projet: le partage des expertises entre communautés agricoles de tout horizon et la création d'une véritable solidarité de paysans à paysans. En fait, UPA DI voulait tenir un pari qui pourrait ressembler à celui-ci: «Plus il y aura de paysannes et paysans qui, à travers leurs organisations collectives, se donneront les moyens de défendre et promouvoir leurs intérêts, mieux protégée et plus durable sera l'agriculture dans le monde».

Célébrer un anniversaire, c'est le moment de faire un portrait de famille, grandeur nature, afin d'apprécier les chemins parcourus. À y regarder de plus près, nous pouvons dire que, depuis dix ans, l'essentiel du travail d'UPA DI a consisté à venir en appui à des gens de la terre qui vivent et survivent de l'agriculture en Afrique (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Mali, Côte d'Ivoire, Madagascar, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal), en Amérique latine (Chili, El Salvador, Guatemala, Paraguay) et en Asie (Viêt Nam). Cette coopération, toute en solidarité, s'est tissée de façon étroite avec une bonne trentaine d'organisations paysannes régionales et nationales, principalement avec l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

C'est inspirés de 80 ans d'organisation démocratique que nous avons travaillé avec nos partenaires afin de trouver des moyens de résister à l'arbitraire des forces du marché et d'affronter le défi de la sécurité alimentaire. Aujourd'hui, le portrait du dixième anniversaire nous présente des organisations agricoles qui défendent davantage la profession et qui commercialisent céréale, lait, banane, anacarde, pomme de terre, miel, vanille, karité, bissap's, piment, tomate, oignon, ananas, œufs, lapin, bovin, etc.

De façon plus intense depuis deux ans, des Québécoises et Québécois membres de l'UPA sont venus prêter main forte à ces liens de solidarité à tisser entre les peuples: 36 familles ont accueilli des stagiaires étrangers à la ferme et 12 productrices et producteurs agricoles se sont rendus en terre africaine et sud-américaine afin de partager leur expertise.

*C'est à nous maintenant d'en
d'accepter d'être ensem
mêmes, d'œuvrer dan
transparence pour
la mesure où on
connaissances
ressources in
formule ma
fait croire
l'action.
celui du
produc
Merci
tous
L'on
Pa
et*



Portrait du chemin à parcourir: une résolution du congrès général

Les quelque 400 productrices et producteurs agricoles délégués au congrès général de l'UPA en décembre dernier ont adopté à l'unanimité la résolution suivante:

Considérant que le contexte de la mondialisation touche directement, et de plus en plus, l'ensemble du secteur agricole,

Considérant que, dans les faits, la libéralisation des échanges commerciaux fragilise l'agriculture et plus particulièrement l'agriculture des pays en développement,

Considérant que l'agriculture de cesdits pays occupe plus de 70% de leur population et représente généralement plus de 60% de leur produit intérieur brut (PIB),

Considérant que dans plusieurs pays en développement les gens de la terre disposent de trop peu de moyens leur permettant de se doter d'organisations fortes capables de défendre leurs intérêts,

Considérant que par le biais de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), l'UPA s'est toujours intéressée et soucieuse du sort réservé aux agriculteurs et agricultrices d'ailleurs,

Considérant que l'UPA, via UPA DI, est devenue un acteur fort significatif dans le champ du développement international et ce, par la réalisation de projets, par le soutien à des organisations agricoles, par des études sur différentes politiques, par du travail de représentation auprès de divers organismes et autres,

Considérant que l'évaluation par l'ACDI du Programme d'appui institutionnel d'UPA DI en 2000-2001 indiquait que:

- «C'est la seule organisation canadienne qui détienne une telle expertise en terme de gestion de la qualité et de la gestion de l'offre dans le secteur agricole.»
- «De l'avis unanime des différents intervenants consultés en cours d'évaluation, UPA DI est une organisation qui excelle et qui s'acquitte de son mandat de développement international de façon efficace et efficiente.»

Considérant que la mission d'UPA DI est de soutenir la ferme familiale comme modèle d'agriculture durable en appuyant les organisations paysannes démocratiques, les systèmes collectifs de commercialisation des produits agricoles et toutes autres initiatives structurant l'avenir de l'agriculture dans les pays en voie de développement,

Considérant que le 14 janvier 2003 marquera, pour UPA DI, dix ans de mondialisation des solidarités,

Le congrès général de l'UPA demande à l'UPA de réaffirmer, dans la mesure et à la hauteur des moyens dont elle dispose, son engagement à participer à la défense des intérêts des productrices et producteurs agricoles du monde, notamment en ce qui a trait à leur capacité de commercialiser leurs produits et d'obtenir un prix rémunérateur assurant ainsi un développement durable de l'agriculture familiale.

C'est dans la perspective de cette résolution qu'UPA DI a amorcé une démarche de planification stratégique. L'exercice nous permettra de faire le point sur nos forces et nos faiblesses, mais surtout de définir les orientations qui nous serviront de balises dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de développement pour les cinq prochaines années.

Mot de la ministre de la Coopération internationale

Madame Marlene Jennings, députée de Notre-Dame-de-Grâces et Lachine, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale, madame Suzan Whelan, a été invitée à livrer un message aux congressistes. Mme Jennings ajoutait, à son appréciation des réalisations passées, une perspective très stimulante pour UPA DI, en insistant sur l'importance que la coopération canadienne réserverait au secteur agricole pour les prochaines années.

En effet, après avoir perdu du terrain dans l'espace du développement international ces dernières années, l'agriculture va reprendre ses « lettres de noblesse ». Madame Jennings a rappelé aux congressistes que madame la ministre Whelan a profité du Sommet mondial pour un développement durable de Johannesburg en septembre dernier pour annoncer que l'agriculture devenait un secteur prioritaire retenu par l'ACDI pour promouvoir et soutenir le développement durable.

La ministre ne tardait pas d'ailleurs à concrétiser cette annonce en lançant dès décembre une consultation sur l'agriculture et le développement, qui a donné lieu à un énoncé de politique pour une « Agriculture au service du développement rural durable ». UPA DI a participé activement à cette consultation.

Madame Jennings a mentionné que: « L'Union des producteurs agricoles est un partenaire important dans nos efforts pour aider au développement de l'agriculture dans le monde en développement. L'UPA, depuis 75 ans, témoigne de la valeur et de la pertinence de l'action collective. »

L'ère du recto-verso

À l'occasion du congrès général, UPA DI a réalisé une exposition de photos intitulée *L'ère du recto-verso*. C'était une exposition miroir qui voulait donner à voir, à ressentir, à lire, les mondes de la coopération internationale et le travail d'UPA DI dans leurs beautés et leurs paradoxes, tout cela à partir de regards et de situations provenant du Burkina Faso, du Mali, du Bénin, du Cameroun, de la Tunisie, du Maroc, du El Salvador, du Paraguay, du Viêt Nam et du Québec.

Dans le contexte de mondialisation des marchés, nous croyons qu'il est opportun de joindre nos efforts afin de contribuer à des rapprochements plus transparents et plus dynamiques entre les nations et les peuples du monde.

Il y a une expression bien agricole qui se dit comme suit: Viens marcher ma terre. Or, *L'ère du recto-verso* invitait à venir marcher LA terre dans ses complexités, ses ombres et ses lumières... ces femmes, ces hommes, ces enfants (beautés sublimes, misères et joies, rires et sourires, cocasseries de la coopération...)

C'est à nous maintenant d'en
d'accepter d'être ensem
mêmes, d'œuvrer dan
transparence pour
la mesure où on
connaissance-
ressources in
formule ma
fait croire
l'action.
celui du
produc
Merci
tous
L'on
Pa
et



2. Une signature sur notre réseautage international

Les huit agri-agences qui constituent le réseau AgriCord sont des organisations de coopération internationale structurellement liées à des organisations professionnelles agricoles ou rurales de leurs propres pays. Par exemple, UPA DI est liée à l'UPA et dans ce cas-ci elle en fait même partie intégrante. Ces agri-agences proviennent de France, Hollande, Danemark, Japon, Belgique, Norvège et Canada. La mission d'AgriCord consiste à renforcer les organisations agricoles et rurales dans les pays en développement afin qu'elles puissent :

- Procurer de meilleurs services aux membres.
- Jouer un rôle significatif au sein de la société civile, défendre les intérêts des agricultrices et agriculteurs.
- Développer des activités économiques au profit de leurs membres.

Cette année AgriCord s'est particulièrement penché sur la définition de ses grandes orientations, la recherche de fonds et la définition des règles de gestion de ces fonds. Des programmes à l'intention des organisations des pays en développement viennent de débiter.

AgriCord est un des partenaires d'UPA DI dans le Projet d'appui au développement des compétences de leaders agricoles (PADCLA) d'Afrique de l'Ouest en ce qui a trait aux questions de commerce international. Dans le même sens, associée à ses autres partenaires internationaux, telle la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), UPA DI s'est résolument engagée cette année, auprès de ses partenaires nationaux, dans le soutien des politiques agricoles. Ce nouveau créneau d'UPA DI, déjà reconnue sur la scène internationale, est de plus en plus sollicité ici même au Canada. Dans le cadre de consultations formelles et informelles, l'ACDI et le Forum Afrique-Canada (FAC) s'y sont référés à quelques reprises au cours de l'année qui s'achève.

3. Une signature sur notre propre réseau

L'implication du mouvement agricole québécois et canadien s'intensifie et prend de nouvelles formes. La collaboration avec les producteurs experts qui vont sur le terrain appuyer les partenaires et les maîtres de stages qui accueillent les stagiaires étrangers au Québec se poursuit. Mais le milieu agricole régional va plus loin encore. Le programme commun d'intégration des stagiaires, dans la première semaine de leur séjour au Québec, a été planifié en collaboration avec la Fédération régionale du Saguenay-Lac Saint-Jean.

Cette présence dans la région nous a également permis de poursuivre notre collaboration avec un groupe de solidarité réunissant des productrices et producteurs laitiers de la région, déjà en lien avec des producteurs de lait du Burkina Faso.

Plusieurs maîtres de stages et producteurs experts ont participé, avec d'autres membres du réseau, à notre premier séminaire organisé à l'occasion du stage en août dernier, sur le thème du développement durable d'une agriculture viable.

À l'instar de la Coopérative fédérée de Québec, la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ) et la Fédération régionale du Centre-du-Québec se sont, quant à elles, engagées concrètement dans des projets auprès de nos partenaires sur le terrain.

*C'est à nous maintenant d'en
d'accepter d'être ensem
mêmes, d'œuvrer dan
transparence pour
la mesure où on
connaissance
ressources in
formule ma
fait croire
l'action.
celui du
produc
Merc
tous
Long
Pa
et*

4. Une signature sur notre style d'actions

Faire de la coopération sur une base de solidarité entre agriculteurs d'ici et d'ailleurs, c'est d'abord et avant tout partager des valeurs. Notre engagement pour un développement durable d'une agriculture viable fondée sur le modèle de ferme familiale appelle déjà un type d'actions.

Mais quand cet engagement vise un développement environnementalement respectueux, économiquement équitable, socialement juste et culturellement adapté, dans un partage des risques par l'ensemble des acteurs au développement, ses actions deviennent signées.

- Appui au développement organisationnel et à la mise en marché des produits agricoles pour la « sécurité élémentaire », par des programmes d'appui à la production et à la commercialisation.
- Renforcement des capacités, permettant aux auteurs et acteurs de prendre en main leur propre devenir à travers diverses formations intégrées dans un processus développemental.
- Sensibilisation menant à la mobilisation pour une plus grande solidarité entre les agriculteurs d'ici et d'ailleurs, à travers nos publications et plus spécifiquement Semences de solidarités, mais également par la participation des agricultrices et agriculteurs d'ici dans des échanges avec ceux d'ailleurs.
- Valorisation de la profession d'agriculteur, par le concours Famille-Terre.
- Soutien aux politiques, à la défense des droits et intérêts et au partage des risques, tant localement que nationalement et internationalement, encore par des programmes d'appui organisationnel, mais également par des projets favorisant la participation de leaders agricoles africains aux négociations de l'OMC et par l'appui aux filières.



Où rejoindre les gens d'UPA Développement international

AU QUÉBEC

UPA Développement international

555, boul. Roland-Therrien
Longueuil (Québec) J4H 3Y9
Téléphone: (450) 679-0530
Télécopieur: (450) 463-5202
Courriel: upadi@upa.qc.ca
Vitrine: <http://www.upadi-agri.org>

Conseil d'administration d'UPA DI (2002-2003)

- Laurent Pellerin, *président*
- Gratien D'Amours, *vice-président*
- Denis Couture
- Carmen Ducharme
- Annette Coutu
- André Mousseau
- Richard Maheu
- Claude Genest, *secrétaire-trésorier*

Équipe du personnel

Au Québec

- André D. Beaudoin, *directeur général*
- Marie-Christine Talbot, *directrice à la programmation et adjointe au directeur général*
- Claude Genest, *directeur administratif et secrétaire-trésorier*
- Paul Langelier, *directeur des communications et de la formation*
- Suzanne Moreau, *conseillère spéciale à la direction*
- Serge Godin, *conseiller en communication (a quitté depuis février 2003)*
- Guy Richard, *chargé de programmes*
- Normand Jacob, *chargé de programmes*
- Hélène Jolette, *chargée de programmes*
- Zamzam Akbaraly, *chargée de projets*
- Yves Yersin, *chargé de projets*
- Francine Breton, *secrétaire de direction*
- Julie Comeau, *technicienne administrative*
- Myriam Payant, *commis à l'administration*
- Julie Rochon, *secrétaire*
- Éric Cyr, *agent de projets (ressource UPA)*
- Lisa Higgins, *technicienne comptable (ressource UPA)*

À l'étranger

- Ursula Kohnen, *directrice du Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Burkina Faso (PACCBF)*
- Jean-Baptiste Zoma, *directeur du Projet d'appui aux filières bio-alimentaires au Burkina Faso (PAFBBF)*

- Michel Lemay, conseiller technique et administratif pour le Projet d'appui aux filières bio-alimentaires au Burkina Faso (PAFBBF)
- Martin Mailhot, chef de Cellule du Programme d'appui aux populations paysannes en Moyenne Guinée (PAPP)
- Lili Juteau, experte genre animation-développement pour le Programme d'appui aux populations paysannes en Moyenne Guinée (PAPP)
- Gino Pelletier, directeur du Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM)
- Diadié Maïga, directeur adjoint du Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM)

Consultants

UPA DI fait appel à des consultants pour la réalisation de mandats précis. Voici celles et ceux qui ont ainsi contribué à la coopération de paysans à paysans lors de la dernière année :

- Marie-Paule Faniel
- Guylaine Fortin
- Pierre Gélinas
- Claude Giles
- Pierre Jobin
- Francine Marier

Pour que la coopération de paysans à paysans prenne tout son sens, UPA DI fait appel à des agricultrices et agriculteurs d'ici, membres de l'UPA, pour réaliser des appuis techniques sur le terrain ou pour accueillir des stagiaires étrangers au Québec.

Producteurs experts

- Marie-Hélène Blais, au Cameroun
- François Blouin, au Cameroun
- Jean-Claude Collet, au El Salvador
- Marcel Côté, au Burkina Faso
- Michel Gendreau, à Haïti

Maîtres de stages au Québec

- Ronald Alary et France Dion
- Lucie Bernard et Claude Barnabé
- André Bellerose
- Jøerg Oshwald et Margarita Foroni
- Jean-Claude Collet
- Donald Mercier
- François Blouin et Anne Pichette
- Christian Turcotte et Guylaine Cloutier
- Pierre Turcotte et Johanne Bouchard
- Régis Tremblay et Monique Gilbert
- Jean Gaudreault et Danielle Girard
- Gratien Gagné
- André Gagné
- Yvan Morin et Jacynthe Girard

*C'est à nous maintenant d'en
d'accepter d'être ensemble
mêmes, d'ouvrir dans
transparence pour
la mesure où on
connaissance
ressources in
formule ma
fait croire
l'action.
celui du
produc
Merc
tous
Lon
Pa
et*



Paysan Moussa part en voyage

(Quatrième partie)

Longueuil, 10 mars 2003

Bonjour Camara,

En arrivant j'avais dit à ma fille: «J'ai mal aux yeux, il doit bien avoir quelqu'un ici pour me faire un bon examen de la vue». Elle m'a amené à un endroit pour ça et elle m'a fait voir un médecin. Je lui ai dit que je n'étais pas malade mais elle m'a répondu que c'était plus facile de prévenir que de guérir. Ici les villageois sont chanceux, ils vont voir le médecin et ça ne coûte rien, c'est la même chose pour plusieurs médicaments, aller à l'école du village ne coûte rien, si les enfants demeurent trop loin un autobus va les chercher gratuitement, etc. Victor et Awa m'ont expliqué qu'il y avait quand même de la pauvreté et m'ont amené à un spectacle de la chorale de l'Accueil Bonneau. Ce sont des gens pauvres qui essaient de s'organiser qu'ils m'ont dit. Être si riche et avoir des pauvres...

Hier j'ai demandé c'était quand la journée du marché. Victor m'a dit qu'il n'y en avait pas, que les «épiceries» étaient ouvertes tous les jours. Ici les marchés ils appellent ça les épiceries. Victor m'a amené chez l'épicerie «Métro». Première des choses, c'est pas dehors parce qu'avec la neige et le froid ce ne serait pas bon. C'est grand comme ça ne se peut pas. Je te dis Camara, c'est plus grand qu'un terrain de foot et il y a tout ce que tu veux pour manger et en pagaille comme j'ai jamais vu. Il y avait un étal plein de riz et j'ai dit à Victor qu'il devait y avoir plusieurs paysans québécois qui cultivaient le riz. Il m'a dit qu'il n'y en avait pas, que cela venait de Thaïlande et d'ailleurs. J'ai continué à l'interroger: «Est-ce que ce riz thaïlandais c'est comme chez nous, il vient faire baisser les prix de notre riz et de notre mil?» Il ne savait pas exactement comment cela fonctionnait.

Victor a acheté un ananas du Mexique, des raisins du Chili, des pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard, de la salade Boston de Californie, du saumon du Pacifique, du poulet du Québec, du vin d'Espagne, etc. J'ai compris pourquoi au Québec ils ne parlent pas de sécurité alimentaire puisque j'ai lu dans le journal qu'ici il y a le mouvement AA, l'Abondance Alimentaire et on en devient dépendant. Mais bon, au moins vous avez toujours quelque chose à manger, que j'ai dit à Victor. Oui, qu'il m'a dit, mais certains ne mangent pas trois fois par jour. Leur famille ne s'en occupe pas que je lui ai demandé. Il m'a dit que c'était le gouvernement qui leur donnait de l'argent mais que le montant n'était pas assez pour leurs besoins de base. Être si riche et avoir des pauvres alimentaires.

(À suivre...)

Section I

I comme dans
Information,
Internationale
Inédite



Or les organisations prennent corps dans des hommes
et des femmes qui épousent, parfois plus ou parfois
moins, toujours avec leur propre coloration, les valeurs
et les visions des organisations qu'elles et ils représentent.
Et si la chimie ne transpire pas de la relation entre les
personnes, le partenariat devient vulnérable, la méfiance
peut surgir et entraîner une crise dans le ménage.
Et on se retrouve au café, autour d'une bière à brasser
des mots qui nous ressemblent, qui nous ont fait relâcher
le cœur pour nous le rendre supportable.

AFRIQUE DE L'OUEST

Projet d'appui au développement des compétences de leaders agricoles (PADCLA) d'Afrique de l'Ouest

Pays

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire,
Guinée (Conakry), Mali, Niger et Sénégal

Entité contractante

UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet

Appui régional

Durée

3 ans

Période de réalisation

Septembre 2002 à septembre 2005

Partenaires d'Afrique de l'Ouest

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire,
Guinée (Conakry), Mali, Niger et Sénégal

Partenaires canadiens et européens

Union des producteurs agricoles (UPA)
AgriCord
Agriculture et Agroalimentaire Canada
(AAC)

Financement

Agence canadienne de développement
international (ACDI) – 1 615 000 \$
UPA Développement international – 257 675 \$

Contexte

Au fur et à mesure que s'ouvrent les marchés et que les échanges se multiplient à l'échelle planétaire, nous assistons à un accroissement plus prononcé de commerce international par rapport à la production mondiale. Le secteur agricole n'échappe pas à cette règle.

Par ailleurs, l'Afrique n'a pas bénéficié de cette accélération des échanges commerciaux. Cette situation est d'autant plus critique en Afrique de l'Ouest dans la mesure où le secteur de l'agriculture représente entre 60% et 80% de la population des pays de l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain (UEMOA) constituant ainsi le secteur économique le plus actif et la source principale de revenus pour la majorité de la population.

Les négociations actuelles dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) consacreront une place prépondérante aux relations commerciales et à leur impact sur le développement des pays les plus pauvres.

Des échanges commerciaux plus équitables risquent de constituer un puissant levier de développement, ce qui contribuera à construire un monde plus sécuritaire, notamment sur le plan de la sécurité alimentaire.

Description du projet

Le PADCLA vise à appuyer les pays ciblés, soit le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée (Conakry), le Mali, le Niger et le Sénégal dans le renforcement de leurs positions pour les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Inspirée de l'expérience et appuyée de l'expertise de l'Union des producteurs agricoles (UPA), UPA DI travaillera en lien avec des regroupements internationaux tels la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) et AgriCord, et des regroupements régionaux d'organisations paysannes tels le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles (ROPPA) de l'Afrique de l'Ouest et le Réseau des chambres d'agriculture de l'Afrique de l'Ouest (RÉCAO).

UPA DI veut contribuer à ce que des dirigeants des organisations professionnelles agricoles (OPA) participantes s'initient au processus de négociations mondiales et puissent dialoguer avec leurs

représentants gouvernementaux afin de mieux analyser les enjeux et d'articuler des positions communes.

Pour arriver à ses fins, le PADCLA mettra l'accent sur :

- Une meilleure compréhension des enjeux commerciaux de la part des partenaires au projet.
- Une plus grande circulation de l'information et meilleure concertation entre les différents intervenants d'un même pays et dans la sous-région.
- Une plus grande participation des femmes paysannes à tout ce processus.

Enjeux de développement et perspectives

Dans ce contexte de mondialisation du commerce, les producteurs agricoles des pays d'Afrique de l'Ouest sont de plus en plus conscients que l'amélioration de leur situation économique est largement tributaire de leur capacité à obtenir de meilleures conditions commerciales encadrant la vente de leurs produits.

Pour se faire entendre sur la scène internationale et pour faire face à la complexité du processus de négociation, les négociateurs des pays de l'Afrique de l'Ouest devront être bien documentés et informés quant aux différentes problématiques vécues par les producteurs de leurs pays respectifs et de la sous-région. Il importe donc que ces derniers, à travers leurs organisations, puissent informer et sensibiliser leurs représentants gouvernementaux par le biais d'activités régulières d'échanges d'information.

C'est dans cette optique que le PADCLA vise à développer les compétences des organisations professionnelles agricoles (OPA) et de leurs leaders, afin de les préparer à faire face aux enjeux commerciaux mondiaux.

Avancement du projet

Au début de l'année 2002, UPA DI a principalement mis l'accent sur des rencontres avec les représentants gouvernementaux de différents pays d'Afrique de l'Ouest, ainsi que sur la sélection de 17 OPA reconnues, prêtes à s'engager dans des actions d'information, de concertation et de plaidoirie en ce qui a trait aux questions de commerce international.

Au premier trimestre de 2003, l'essentiel de l'énergie a été consacré à l'information des partenaires sur le commerce international et ses enjeux. Puis, le séminaire régional de lancement, ayant pour thème « ABC du commerce international : action – bases – concertation » a eu lieu du 26 au 29 mai 2003, à Ouagadougou, au Burkina Faso. De plus, un atelier de formation a suivi les 30 et 31 mai, ayant comme objectif d'outiller les OPA participantes dans leur travail de formation et d'information avec leurs membres, en ce qui a trait aux questions de commerce international.

Ce séminaire réunissait des délégués de 17 OPA, du ROPPA et du RÉCAO de même que des représentants gouvernementaux des divers pays bénéficiaires.

AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE, EL SALVADOR ET CANADA

Programme de développement social (PDS)
Appui à des groupements paysans dans cinq pays

Pays

Bénin, Burkina Faso, Cameroun, El Salvador, République démocratique du Congo et Canada.

Entité contractante

UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet

Appui institutionnel

Durée

Entente renouvelable annuellement

Période de réalisation

Avril 2002 à mars 2007

Partenaires terrain

Voir par pays

Partenaires canadiens

Oxfam-Québec, Coopérative fédérée de Québec, ministère des Relations internationales du Québec, Fédération des producteurs de lait du Québec, Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec, Fédération de l'UPA de Lanaudière, Syndicat de l'UPA des Plaines (Outaouais-Laurentides).

Financement

Agence canadienne de développement international (ACDI) et UPA DI – 2 900 000 \$

Contexte

Depuis quelques années, UPA DI réalisait un programme modeste d'appui institutionnel en particulier avec le Groupement d'exploitants agricoles (GEA) du Bénin. En 2002, UPA DI a obtenu du même bailleur, l'ACDI, un financement plus substantiel permettant d'intervenir auprès de plusieurs organisations paysannes dans divers pays. Ce programme d'appui vise, en lien avec nos partenaires, à améliorer les conditions de vie des populations du milieu rural, en contribuant à mieux répondre aux besoins humains fondamentaux de ces populations. Le présent programme d'appui institutionnel permettra également à l'ensemble du mouvement agricole associé à l'UPA de participer et de soutenir des actions de développement international à travers UPA DI.

Description du projet

Le programme comporte trois volets: les activités d'appui dans les pays en développement, la sensibilisation et l'information des membres de l'UPA et du monde rural, et enfin, les échanges entre agriculteurs d'ici et d'ailleurs. Les activités d'appui se réaliseront à travers des formations en particulier sur le plan organisationnel et de la commercialisation collective. En plus de la dimension de la solidarité de paysans à paysans, les échanges entre agricultrices et agriculteurs d'ici et des pays d'intervention, à travers les missions terrain ou les stages au Québec, porteront généralement sur un appui plus technique. Des publications et des participations à des événements publics du milieu agricole permettront de sensibiliser et d'informer le monde rural.

Enjeux de développement et perspectives

La grande majorité de la population des pays en développement vit en milieu rural et dépend des activités agricoles pour assurer sa survie. Et pourtant le milieu agricole est peu organisé, tant sur le plan de la production que de la commercialisation des produits. Le programme d'appui institutionnel d'UPA DI permettra de renforcer les organisations paysannes qui verront à mettre en place un meilleur encadrement technique et des mécanismes appropriés de commercialisation collective. Cet appui organisationnel, associé à l'amélioration des conditions de production et de mise

Fiche de projet
UPA Développement international

en marché, devrait permettre aux agricultrices et agriculteurs partenaires de vivre décemment du fruit de leur labeur et en même temps contribuer au développement durable d'une agriculture viable.

Pour que la coopération prenne tout son sens, elle doit s'inscrire dans un mouvement de solidarité permettant aux personnes du Sud et du Nord, engagées dans ces actions de coopération, d'établir et de maintenir des liens au-delà de la réalisation des projets. Voilà pourquoi UPA DI verra à associer le mouvement agricole du Québec à ses actions auprès de ses partenaires du Sud.

Avancement du projet

Cette année, cinq projets d'appui se sont poursuivis auprès d'organisations partenaires d'Afrique et d'Amérique latine.

- Appui au Groupement des exploitants agricoles (GEA) du Bénin.
- Appui à une coopérative de mécanisation agricole (COMABM) au Burkina Faso.
- Appui aux regroupements de producteurs d'oignons (FÉPRODEX ET TIGNÉRE) du Nord-Cameroun.
- Appui à des regroupements de producteurs (SYDIP et FOPAC) en République démocratique du Congo.
- Appui à une centrale de coopératives agricoles (CCA) au El Salvador.

Dans le but de valoriser la profession de paysan, le programme de développement social (PDS) a permis de maintenir et consolider le concours « Famille-Terre » auprès de nos partenaires du programme, mais également avec la participation des partenaires des autres projets d'UPA DI.

Enfin, au Canada, le PDS aura permis de poursuivre le travail de sensibilisation du milieu rural en général et du mouvement agricole en particulier à travers diverses publications et événements, et de favoriser une plus grande mobilisation du milieu par le réseau de fermes d'accueil de stagiaires et la banque de producteurs experts.

Appui au Groupement des exploitants agricoles (GEA) du Bénin

Le GEA-Bénin a été créé en 1993 par un groupe de producteurs agricoles décorés par l'État béninois pour leur dynamisme et la qualité de leur exploitation. Les membres fondateurs cherchaient des moyens pour devenir le lien entre les exploitants agricoles, les instances gouvernementales et les différents partenaires gravitant dans le monde agroalimentaire.

L'intervention d'UPA DI auprès du GEA a débuté en 1995 et visait essentiellement à soutenir son développement organisationnel. Le travail portait donc sur la mise en place d'assises organisationnelles afin d'appuyer les membres dans leurs efforts pour professionnaliser l'agriculture du Bénin.

En cette huitième année d'appui au GEA, les activités se sont limitées à deux missions de formation et de suivi et à un financement partiel du fonctionnement de son secrétariat. Ces missions ont porté sur la formation des élus en développement organisationnel et sur une évaluation du partenariat. En outre, un coopérant d'Oxfam-Québec a été affecté au GEA jusqu'en février 2003.

Le cheminement de l'organisation a poussé le GEA à mieux identifier ses orientations stratégiques en tenant compte d'une meilleure adéquation entre l'envergure de la tâche d'une organisation nationale et les moyens dont elle dispose. Le GEA avait aussi besoin de revoir sa structure décisionnelle. Cette réflexion a été salutaire, puisqu'elle aura permis à l'organisation de revoir, au cours de l'année, sa structure et l'ensemble de son fonctionnement interne pour permettre plus de transparence. À cet égard, plusieurs outils de gestion ont été élaborés et adoptés par l'assemblée générale tels un code d'éthique, un guide de gestion de projets, un manuel de procédures comptables et financières, un cahier de charges du personnel et des règlements intérieurs.

L'évaluation du partenariat a démontré, entre autres, que le type de projet réalisé avec un des affiliés du GEA, l'association béninoise des éleveurs cunicoles (construction d'un magasin de vente d'intrants et dotation en fonds de roulement) est un réel succès en regard de l'amélioration des revenus des producteurs de lapins du département des Collines. Ces résultats confirment qu'un des objectifs du programme d'appui institutionnel doit être de contribuer à la réalisation de petits projets concrets, sur un court laps de temps, avec des organisations déjà bien structurées.

Cette évaluation de l'appui aux éleveurs cunicoles a également permis de prendre conscience des difficultés de communication dans un partenariat, où les parties confient à un tiers la responsabilité d'exécution d'activités devant consolider ces liens. L'absence de contrôle sur les ressources externes a fait en sorte qu'un des résultats escomptés, soit le rapprochement du GEA et des membres, n'ait pas été atteint. Ce contre-résultat a contribué à faire ressortir, pendant un temps, des tensions entre le GEA et UPA DI.

Après analyse, il fut reconnu par les deux partenaires que tous deux avaient péché par excès. Il est indéniable que la multiplication de petits financements, ayant des finalités pas toujours compatibles, a fini par distraire deux partenaires qui avaient la volonté de réussir. Il a été convenu que, dorénavant, une attention particulière serait accordée à ce genre de situation afin d'assurer la poursuite de relations harmonieuses.

Appui à la Coopérative de mécanisation agricole de la Boucle du Mouhoun (COMABM)
Région reconnue comme le grenier du pays

La COMABM a été mise sur pied en janvier 2001 pour répondre aux besoins des producteurs céréaliers motorisés qui font face à un sérieux manque de pièces de rechange et de services spécialisés pour l'entretien et la réparation de leur machinerie agricole.

Avec l'appui de la Coopérative fédérée de Québec, du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) au Burkina Faso et de la Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec, UPA DI a mené plusieurs activités au cours de cette deuxième année.

La coopérative, maintenant dotée d'un bureau et du matériel nécessaire à son fonctionnement, a engagé un mécanicien et un gérant et a aussi loué un garage. L'unité mobile de réparation est maintenant en fonction. Il s'agit d'un véhicule qui est doté d'outils importés du Canada. Bien que le démarrage des activités de la COMABM ait accusé un retard, les premières interventions sur le terrain se sont déroulées au début mars 2002, avant la saison des semis, en présence d'un mécanicien canadien de la coopérative agricole de Parisville, du Centre-du-Québec. Une mission de suivi et d'appui à l'organisation de la coopérative s'est aussi déroulée à la même période. De plus, au cours de l'année, les élus ont tenu plusieurs réunions dont une assemblée générale des membres.

Des relations d'affaires ont été initiées avec divers fournisseurs burkinabé et ont permis de trouver les pièces nécessaires aux réparations à des prix avantageux pour les membres de la coopérative. Bien que des démarches aient été entreprises pour l'achat d'un tracteur en commun, celles-ci n'ont toutefois pas abouti faute de moyens financiers et de possibilités d'emprunter auprès des caisses. La COMABM est cependant résolue à trouver une solution afin de disposer d'un tracteur pour effectuer des labours chez les membres non motorisés. Des démarches sont donc en cours pour en faire la location.

Appui à deux organisations de productrices et producteurs d'oignons

UPA DI appuie deux organisations de productrices et producteurs d'oignons dans les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord Cameroun : la coopérative TIGNÉRE et la Fédération des producteurs d'oignons de l'Extrême-Nord (FÉPRODEX).

Les activités menées cette année, ont consisté à :

Doter les deux organisations d'un fonds leur permettant de mettre en place un magasin d'intrants afin que les producteurs puissent avoir accès aux semences, engrais et pesticides dont ils ont besoin et former en gestion les responsables de ces magasins.

Réaliser une mission d'appui pour finaliser le plan stratégique de développement de la coopérative TIGNÉRE et de FÉPRODEX et une mission d'appui et de formation pour la mise en place des magasins d'intrants.

Appuyer les paysans sur le plan de la production par l'organisation d'un stage de six semaines pour deux agriculteurs camerounais sur des fermes québécoises et par une mission de deux producteurs-conseillers canadiens.

À cet égard, les agriculteurs camerounais ont grandement apprécié les rencontres de vulgarisation avec les producteurs-conseillers québécois où plusieurs techniques simples et peu coûteuses ont été diffusées pour augmenter la productivité et accroître les revenus des agriculteurs.

Par ailleurs, le stage du producteur de la Coopérative de TIGNÉRE au sein d'une ferme maraîchère du Québec lui a permis de revoir les protocoles d'utilisation des engrais de synthèse, jusqu'alors appliqués sans analyse de sol. Le stagiaire est reparti avec la ferme conviction que, dorénavant, l'utilisation des engrais basée sur l'analyse de sol en diminuera la consommation et aura un impact positif non seulement sur l'environnement, mais également sur la production.

Les activités d'UPA DI auprès de la FÉPRODEX et de la Coopérative de TIGNÉRE, dans le cadre du PDS, prennent fin cette année. Mentionnons que ces organisations de producteurs d'oignons bénéficiaient également du support d'une coopérante d'Oxfam-Québec pour améliorer les techniques de production et d'entreposage, pour développer les capacités des partenaires et pour mettre en place un système collectif de commercialisation des oignons afin d'augmenter les revenus des producteurs. Un tel partenariat, encouragé et soutenu par UPA DI, aura ainsi permis d'offrir un appui concerté et complémentaire et d'aboutir à un autre projet conjoint (Oxfam-Québec et UPA DI) d'appui aux partenaires du Nord et de l'Extrême-Nord Cameroun.

Appui à la Central Cooperativa Agropecuaria (CCA)

La Central Cooperativa Agropecuaria, située à San Luis Talpa dans la région de La Paz, est issue d'un regroupement de coopératives provenant de la réforme agraire du gouvernement initiée en 1980. Créée en novembre 1997 à la suite de la réalisation d'un diagnostic organisationnel participatif, la CCA compte aujourd'hui 13 coopératives membres regroupant chacune entre 48 et 450 membres. La CCA cherche à renforcer son fonctionnement en tant qu'organisation démocratique et arriver à un modèle de gestion qui permettrait de mieux s'entraider entre coopératives tant au niveau de la production agricole que de la commercialisation des produits et du bon fonctionnement interne avec ses affiliées.

Cette année, l'appui d'UPA DI a contribué à réaliser plusieurs activités :

Développement organisationnel

Deux missions d'appui organisationnel à la CCA et à ses coopératives affiliées ont permis de réaliser un diagnostic qui a conduit à l'identification des projets qu'elles souhaiteraient réaliser pour renforcer leur organisation et pour améliorer leur situation socio-économique.

Un appui a été offert pour l'élaboration et l'utilisation d'une méthodologie d'analyse et de sélection des projets déposés au Fonds d'initiative pour le développement d'activités agricoles.

Vulgarisation agricole

Un club d'encadrement technique a été mis en place auprès de neuf coopératives et un agronome a été embauché par le comité de coordination de la CCA.

Un producteur agricole, membre de l'UPA, a réalisé une mission technique pour appuyer principalement la CCA au démarrage des activités du club d'encadrement technique, nommé Conser-suelo. Une seconde mission est prévue en début de la prochaine année et sera réalisée par une agro-économiste de la Fédération des groupes-conseils agricoles du Québec, affiliée à l'UPA. Son mandat sera de construire une base de données qui pourrait servir à compiler les informations de chaque coopérative et à établir les coûts de production pour chacune de leurs productions principales.

Appui aux garderies

Plusieurs démarches ont été effectuées cette année par les responsables de la coopérative de Las Mujeres progresistas qui élaborent un projet de garderie. Elles ont obtenu, comme le souhaitait l'Ambassade canadienne au El Salvador, l'accès à des titres légaux de propriété du terrain sur lequel serait construite la garderie. Une demande finale a été déposée au début d'avril 2003 et une réponse rapide est espérée. Ainsi, la mission d'appui d'une intervenante canadienne, prévue à l'automne 2003, pourrait être réalisée.

Fonds d'initiatives au développement d'activités agricoles

Les deux premières phases de sélection de projets, dans le cadre du Fonds pour le développement d'activités agricoles, ont permis d'identifier huit projets dont l'appui totalise 150 000\$. Quatre d'entre eux, tous en production laitière, ont déjà été démarrés par les coopératives. Ce fonds provient de plusieurs bailleurs, dont la Fédération des producteurs de lait du Québec. La mise en œuvre de ces projets, joutée au démarrage du club d'encadrement technique avec la présence d'un agronome sur le terrain à temps plein, insufflera sans nul doute un nouveau dynamisme chez les membres des coopératives et au sein de la CCA.

République démocratique du Congo

Appui au Syndicat de défense des intérêts des paysans (SYDIP) et à la Fédération des organisations de producteurs agricoles du Congo (FOPAC) au Nord-Kivu

Le Nord-Kivu a été très éprouvé ces dix dernières années par différents conflits lors desquels les agriculteurs ont dû fuir la région. Avec le retour relatif de la sécurité, ils ont regagné leur terre complètement démunis, ayant perdu leurs moyens de production tels animaux, outils agricoles et semences.

UPA DI, de concert avec le SYDIP et la FOPAC, a poursuivi cette année l'appui apporté l'an dernier à des organisations agricoles villageoises dans la diffusion de semences améliorées afin que les paysans puissent recommencer à produire et offrir des produits en qualité et en quantité satisfaisantes. UPA DI a aussi appuyé les paysans dans la mise en marché de leurs produits. En expérimentant des systèmes collectifs de mise en marché simples, les producteurs seront moins vulnérables vis-à-vis les commerçants et augmenteront leurs revenus nets de façon sensible.

Lors d'une première mission, un appui organisationnel a été offert à la FOPAC et les activités suivantes ont été ciblées :

- Formation de producteurs semenciers afin de pérenniser l'activité de production de semences améliorées : maïs, pomme de terre, haricot, chou et tomate.
- Participation et formation dispensée par UPA DI à l'occasion de la tenue de l'assemblée générale du SYDIP.
- Participation financière à une première expérience de commercialisation collective de produits vivriers et formation des membres.

Il avait été prévu en début d'année de transférer un montant de 27 000\$ CA pour l'achat et la diffusion de semences sélectionnées. Cependant, il s'est avéré plus judicieux en cours d'année, de former des agriculteurs à la production de semences plutôt que de leur fournir. Avec un budget équivalent c'est donc ce qui a été réalisé. Ces formations ont été offertes à une cinquantaine de futurs producteurs semenciers par des experts locaux et lors d'un échange avec un centre de production au Rwanda.

Une seconde mission a permis de participer à l'assemblée générale du SYDIP, d'assurer le suivi du projet et de réfléchir avec les membres du SYDIP et de la FOPAC sur la gestion d'activités d'autofinancement. Les membres d'une union de coopératives, membre de la FOPAC, ont été formés en commercialisation collective par des ressources nationales et une première expérimentation de mise en marché collective a déjà démontré des résultats significatifs en termes de revenus tant pour les producteurs que pour les organisations qui y ont participé.

Pour soutenir son programme d'interventions sur le terrain et s'assurer que ses actions s'inscrivent toujours dans une dynamique de solidarité et une coopération de paysans à paysans, UPA DI réalise au Canada un programme de sensibilisation et de partage d'information.

Rapport annuel

Bien plus qu'un simple rappel des activités réalisées au cours de l'année qui s'achève et des résultats atteints pour chacun des programmes menés par UPA DI, la publication du rapport annuel est une source d'analyses et de réflexions qui inspirent UPA DI et ses partenaires dans la mise en œuvre du programme de l'année suivante. Il annonce également la publication d'un dossier plus substantiel de la série Terres humaines abordant un sujet directement inspiré de l'action sur le terrain et alimentant le contenu de plusieurs rencontres et formations, tant sur le terrain qu'au Canada. À ce titre, le rapport annuel reçoit une large diffusion. Au cours de la dernière année, le dossier portait sur *le développement durable d'une agriculture viable*.

Semences de solidarités

Par la publication de Semences de solidarités, UPA DI informe et sensibilise les productrices et producteurs agricoles, membres de l'UPA, et le milieu rural en général. Cette année, cinq encarts de Semences de solidarités ont été insérés dans La Terre de chez nous, dont le numéro spécial sur le dixième anniversaire d'UPA DI.

- Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique - NPDA
- Une planète au Sommet de la Terre
- Développement durable, des voix intranquilles
- Dix ans de mains à la pâte et nous y croyons toujours!
- Faut-il pleurer, faut-il rire?

Participation à des événements

En plus des publications, UPA DI rejoint le milieu agricole et rural en participant et intervenant dans des événements souvent même appuyée en cela par ses partenaires du Sud.

- Journée des spécialités de l'UPA, à laquelle ont participé des stagiaires des pays en développement présents au Québec.
- Congrès annuel de l'UPA où le 10^e anniversaire d'UPA DI a été grandement souligné et une résolution de soutien aux activités d'UPA DI a été débattue et votée par les délégués.
- Séminaire d'UPA DI auquel ont participé les membres du réseau de maîtres de stage et de producteurs experts, les stagiaires étrangers ainsi que quelques-uns des collaborateurs et partenaires du milieu agricole du Québec.

Concours « Famille-Terre »

Dans l'esprit du concours de la « Famille terrienne » au Québec, UPA DI organise chaque année pour ses partenaires du Sud le concours « Famille-Terre ». Le principal objectif de ce concours consiste à souligner la persévérance des familles qui travaillent à développer une agriculture dynamique et viable, une agriculture respectueuse des êtres humains et de leur environnement. Cette année, des familles agricoles du Burkina Faso, du Cameroun, du Bénin, du Niger, du El Salvador et du Mali ont été invitées à participer et le premier prix est allé à la famille Mamadou SANTARA, du Mali.

*Fiche de projet
UPA Développement international*

Mise en place d'un réseau de fermes et d'une banque d'experts

Pour faciliter la réalisation des échanges entre agriculteurs du Nord et du Sud, UPA DI a mis en place un réseau de fermes pouvant accueillir des stagiaires étrangers qui viennent parfaire leur formation dans un contexte interculturel contribuant également à l'enrichissement réciproque.

Cette année, douze stagiaires, membres des organisations appuyées par UPA DI, dont dix provenant de pays d'Afrique et deux du El Salvador, ont été accueillis par des familles de producteurs québécois qui ont ouvert leur porte et leur cœur à l'autre venu d'ailleurs. Plus qu'un stage technique, cet échange offre aux stagiaires l'occasion d'explorer d'autres façons de faire et de s'inspirer de l'histoire du développement de l'agriculture d'ici. Les stagiaires se rendent compte de tout le chemin parcouru depuis près d'un siècle.

La présence de ces stagiaires au Québec est également une occasion de collaboration avec les fédérations régionales de l'UPA pour organiser la semaine d'intégration et en profiter pour faire découvrir leur région tant sur le plan de l'organisation du milieu agricole que sur le plan touristique. Cette année la Fédération régionale du Saguenay-Lac Saint-Jean était l'hôte des stagiaires et nous a permis de renforcer les liens avec une cellule de solidarité de producteurs laitiers qui appuient déjà des producteurs du Burkina Faso. En 2003, notre hôte sera la Fédération régionale de Lanaudière.

Toujours pour favoriser les échanges d'agriculteurs à agriculteurs, mais dans l'autre sens, UPA DI a constitué une banque d'agricultrices et agriculteurs, membres de l'UPA, disposés à réaliser des missions de formation ou d'appui technique auprès de nos partenaires dans un contexte interculturel, tout aussi enrichissant pour les deux parties. Quatre personnes du Centre-du-Québec, de Québec et de Saint-Hyacinthe ont participé à ce programme au cours de l'année. Une autre personne a suivi la formation prédépart, et sa mission aura lieu prochainement.

Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Burkina Faso (PACCBF) phase II
ACDI A-019407-001-PR-1

Pays

Burkina Faso

Entité contractante

UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet

Action convergente

Durée

5 ans

Période de réalisation

Avril 1998 à mars 2003

Extension jusqu'au 31 août 2004

Partenaires terrain

Ministère de l'Agriculture (MA) et Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles/Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM)

Partenaires canadiens

Agence canadienne de développement international (ACDI)

Financement

ACDI – 3 954 000 \$

UPA DI – 70 000 \$

Volet: Commercialisation des céréales

Contexte

L'économie du Burkina Faso repose largement sur le secteur agricole, dont les principales productions sont les céréales, l'élevage et le coton. La majorité des 10,3 millions d'habitants du Burkina Faso se nourrit de céréales produites localement. Même si certaines zones, dont la Boucle du Mouhoun, sont dotées d'un fort potentiel céréalier, le pays vit la précarité au niveau de la sécurité alimentaire. Parmi les principaux facteurs limitant le développement de la production céréalière, nous retrouvons: le manque de professionnalisation du secteur, le manque d'outils financiers adaptés à la production et à la faiblesse des revenus tirés par les paysans, compte tenu d'une mauvaise répartition des bénéfices entre les différents intervenants.

Actuellement, l'importance de la filière céréalière est reconnue par l'État. Dans ce sens, le gouvernement s'apprête à lancer en 2003 l'élaboration de son plan d'action céréalier.

Description du projet

Le projet en est à sa deuxième phase. Ses principaux objectifs sont de renforcer l'UGCPA/BM dans son développement institutionnel, organisationnel et démocratique ainsi que de consolider le système collectif de mise en marché. Ce dernier a été mis en place en 1992 et est appuyé par des paiements anticipés. Il vise l'obtention de prix plus équitables pour les producteurs. L'atteinte de ces objectifs permettra à l'UGCPA/BM de contribuer à la dynamisation de la filière céréalière en bâtissant une organisation solide et capable de jouer un rôle actif. Un autre résultat sera une contribution à l'autosuffisance du pays en se souciant de la propre sécurité alimentaire des paysans, en regroupant les stocks céréaliers excédentaires et en stimulant la production.

Enjeux de développement et perspectives

La phase II du PACCBF a pris fin en mars 2003. Il importe de faire le point sur la situation actuelle du projet, mais surtout de l'organisation UGCPA/BM, en particulier du point de vue de sa viabilité. Or, l'UGCPA/BM a vécu une crise majeure, tant sur le plan financier que sur le plan des relations avec les membres et avec le personnel, notamment :

- Le non-respect des engagements de livraison par un nombre croissant de membres.
- Le non-remboursement des paiements anticipés de la part de quelques producteurs.
- La difficulté du suivi et de paiement au niveau des clients en situation d'impayés.
- La détérioration des relations de travail entre l'UGCPA/BM et son personnel.

Cette situation de crise a incité l'organisation à réfléchir et à adopter des mesures de redressement lors de son assemblée générale annuelle (AGA) de mars 2002. Ces mesures ont été largement discutées lors des États généraux sur la commercialisation des céréales, tenus conjointement avec les partenaires du Mali, immédiatement après l'AGA de l'UGCPA/BM.

Cette réflexion conduisant à un plan d'action est devenue encore plus pertinente après l'annonce par l'ACDI, en septembre 2002, que l'agence n'avait pas l'intention de poursuivre son financement au-delà de la fin de la phase II, soit au 31 mars 2003. Après avoir absorbé le choc de cette annonce, la question de l'autonomie organisationnelle et financière devenait donc l'enjeu principal des derniers mois.

Aujourd'hui, les changements apportés contribuent à nous rapprocher de cet objectif. Pour preuve, l'UGCPA/BM dispose d'une équipe d'élus en mesure de prendre les décisions dans l'intérêt de l'organisation et de ses membres avec des résultats plus que significatifs : réduction de près de 25% de ses coûts de fonctionnement, accroissement de 100% des quantités commercialisables collectivement, une plus grande implication des élus dans la réalisation des activités courantes de l'organisation

Avancement du projet

Accompagnés par les intervenants d'UPA DI, les élus de l'UGCPA/BM ont donc amorcé une réflexion et identifié des pistes de restructuration qu'ils ont partagées avec l'ensemble des membres lors de l'assemblée générale annuelle des membres.

Cette nouvelle structure délaissait la notion de membre individuel, pour s'en tenir uniquement à des groupements membres constitués de plusieurs producteurs agricoles (GPA). Cette réforme accompagnée de mesures, tels l'ajout de producteurs leaders et le regroupement des GPA par zone sous la supervision d'un membre désigné de l'exécutif, ont certes contribué en cours d'année à un rapprochement de l'organisation vers sa base.

Comme autre mesure significative et qui a porté ses fruits, la catégorisation des membres liée à l'obtention d'un paiement anticipé voulait favoriser le respect des engagements et le remboursement des paiements anticipés par les membres qui s'en prévalent.

Toujours sur le plan financier, l'audit des deux dernières années et la mise en œuvre de ses recommandations ont permis une clarification de la situation financière, une meilleure transparence et prise en main.

À la suite de l'annonce de l'ACDI de ne pas poursuivre son financement au-delà de la phase II du projet, il fallait que les partenaires, l'UGCPA/BM et UPA DI, élaborent, à la satisfaction du bailleur, un plan de désengagement qui allait permettre de conclure le projet. L'élaboration de ce plan de désengagement a conduit l'organisation à un plan de relance visant à assurer la viabilité de l'organisation au-delà de la fin du présent projet. Un fait à noter cependant, malgré l'envergure de la crise, en tout temps l'organisation a honoré ses engagements. Jamais l'UGCPA/BM ne s'est retrouvée dans l'incapacité de rembourser ses emprunts auprès des institutions financières. Cela grâce à un fonds de commercialisation doublé d'une réserve constituée de fonds propres perçus à même les contributions des membres sur les ventes de céréales.

Deux mesures majeures ont campé ce plan de relance :

- La restructuration du personnel réduisant les coûts de fonctionnement et créant une nouvelle dynamique marquée par une communication constante entre élus et permanents.
- La mise en place d'un prix plancher et d'un mécanisme de paiements de proximité qui sont venus répondre aux besoins et attentes des membres.

Dans les circonstances, les élus et les différents leaders de l'organisation ont su démontrer à la fois un leadership approprié, un sens des responsabilités sans faille, une rigueur à la hauteur des intérêts de l'organisation, et une implication accrue et soutenue. Pour sa part, UPA DI a su accompagner ce processus en favorisant une prise en charge de leur organisation par les paysans eux-mêmes.

Aujourd'hui, sans prendre tout pour acquis, des résultats très encourageants, dont le CE de l'UGCPA/BM, son personnel et UPA DI peuvent être fiers, ont été enregistrés. Pour preuve, l'organisation a vu, pour l'année en cours, son volume à commercialiser plus que doubler et même battre le record de tous les temps. Dans la même foulée, les impayés des producteurs ont pratiquement disparu, se limitant à 1,3%. Tous ces résultats contribuent à une augmentation significative du degré d'autofinancement de l'organisation et à une plus grande détermination des élus à redresser la situation. Des résultats qui réjouissent l'ensemble des partenaires dont certains, il y a moins d'une année, doutaient de l'avenir de l'organisation.

Volet: Mise en marché de la fleur de bissap's

Contexte

Au sein du projet de commercialisation des céréales, des groupements de paysannes commercialisent la fleur de bissap's. Le bissap's est une plante de la famille des hibiscus et est aussi connue sous le nom d'oseille de Guinée. Son principal attrait réside dans sa fleur de couleur rouge foncé et aux pétales charnus qui, après dessiccation, sont remis à tremper pour en faire une tisane ou un sirop. La boisson ainsi obtenue est très prisée lors des festivités ou tout simplement comme rafraîchissement. Des facteurs inhérents au système de production et de distribution en ont limité la diffusion.

Les paysannes produisent le bissap's comme complément financier familial, mais leurs efforts ne sont pas rémunérés à leur juste valeur. En effet, elles vendent sur le marché local qui est saturé à certaines époques de l'année.

Description du projet

En prenant appui sur la structure organisationnelle de l'UGCPA/BM, dans la perspective d'obtenir de meilleurs prix, les Groupements de productrices agricoles (GPA) organisent collectivement la mise en marché du bissap's. Un autre résultat escompté est l'appropriation du secteur de la commercialisation du bissap's par les paysannes et pour les paysannes.

Les groupements de productrices cherchent à développer un produit biologique de qualité pouvant intéresser des importateurs européens. Ce marché représente un créneau en pleine expansion qui mérite qu'on s'y intéresse.

Enjeux de développement et perspectives

Le bissap's est une production traditionnelle des paysannes et une meilleure commercialisation génère des revenus supérieurs pour ces femmes. Elles réinvestissent leurs revenus dans l'amélioration des conditions de vie de la famille. De plus, le fait d'intégrer la commercialisation du bissap's à une organisation qui commercialise principalement des céréales, produites par des hommes, permet aux femmes de prendre part aux décisions de l'organisation. Le choix des paysannes d'opter pour un bissap's biologique hausse le prix de vente du double. La production en est ainsi rentabilisée.

Avancement du projet

La situation de l'UGCPA/BM et l'annonce de l'ACDI de ne pas poursuivre son financement ont certes été des éléments perturbateurs quant à l'incertitude sur l'avenir des productrices de bissap's au sein de cette même organisation. Cependant, à en juger par les résultats obtenus cette année, l'effet, au contraire, a été stimulant.

Les quantités engagées et livrées pour la commercialisation de la fleur de bissap's biologique se sont accrues de 100%. Un GPA s'est ajouté aux dix autres déjà existant mais l'augmentation des volumes relève principalement d'une très bonne saison de production. Ces résultats ont donné raison aux GPA qui s'étaient fixé l'objectif de doubler leur production de bissap's.

Comme pour l'année dernière, et encore plus vrai cette année, le défi demeure l'ouverture à de nouveaux marchés. Actuellement, les productrices de bissap's sont liées à un seul contrat d'exportation vers l'Allemagne pour une quantité prédéterminée de sept tonnes. Toutefois, l'acheteur accepte de prendre cette année l'ensemble de la production moyennant une révision du prix au-delà des sept tonnes. Même avec une légère révision à la baisse du prix pour l'excédent, le marché de l'exportation de bissap's biologique demeure de beaucoup plus rentable que le marché local.

Projet d'appui aux filières bio-alimentaires au Burkina Faso (PAFBBF)
ACDI A-019407-001-PR1

Pays

Burkina Faso

Entité contractante

UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet

Bilatéral

Durée

5 ans

Période de réalisation

Janvier 1999 à janvier 2004

Partenaires terrain

Ministère de l'Agriculture (MA) et ministère des Ressources animales (MRA)

Partenaires canadiens

Développement international Desjardins et Tecslut international limitée

Financement

Agence canadienne de développement international (ACDI) –
6 500 000 \$

Contexte

Depuis les années 1980, l'ACDI a réalisé, sur trois phases, le Projet micro-réalisations (PMR) qui visait à appuyer les populations dans la mise en œuvre de leurs initiatives de développement. Orientés au début vers des actions à caractère social, les projets se sont progressivement tournés vers l'appui à la réalisation d'activités productives. Ces appuis se sont par la suite inspirés de l'approche filière qui est à la base de la philosophie d'intervention du Projet d'appui aux filières bio-alimentaires, communément appelé PAF.

Description du projet

Le projet vise à valoriser les ressources naturelles du Burkina Faso, ceci en vue d'améliorer son économie et d'augmenter conséquemment les revenus d'un segment défavorisé de sa population.

Cet objectif est poursuivi à travers quatre types d'appuis. Le premier concerne la professionnalisation des opérateurs, le deuxième a trait à l'information sur les marchés, le troisième relève des outils financiers et le quatrième se rapporte à l'instauration d'un mode de fonctionnement basé sur la concertation, c'est-à-dire les tables filières.

Enjeux de développement et perspectives

Le désengagement de l'État et la libéralisation générale du commerce, notamment entre les pays d'Afrique de l'Ouest, se traduiront à terme par des relations commerciales basées sur les capacités concurrentielles des filières présentes dans chaque pays. En contribuant au renforcement des filières déjà considérées comme porteuses de développement, le PAF permettra d'accroître la capacité concurrentielle du Burkina Faso. Plus spécifiquement, il permettra aux opérateurs de tirer profit des opportunités de marchés tout en sachant très bien qu'une filière a la force du plus faible de ses maillons.

Avancement du projet

Bien qu'il ne soit pas facile pour les opérateurs de s'approprier le modèle «table filière», celui-ci se révèle novateur dans sa capacité à soutenir une concertation franche entre les divers intervenants. Au terme de cette quatrième année, le projet s'enracine donc lentement dans l'univers de la concertation des quatre tables filières: banane, lait, bétail-viande et karité. De plus, ce modèle commence à se tailler une place non seulement au sein des filières appuyées par le projet, mais aussi auprès d'autres secteurs. Il a été en effet adopté par les opérateurs du secteur mangue et il fait l'objet d'un vif intérêt de la part des intervenants des secteurs arachide, sésame et anacarde.

En plus de travailler au développement de la concertation, le projet continue d'offrir une gamme de services d'appui-conseil et d'encadrement aux opérateurs. Par exemple, la réalisation de deux cassettes vidéo «La douce banane du Faso» et une autre sur les techniques de production du beurre de karité constituent des outils pédagogiques efficaces pour faciliter la formation technique des opérateurs. La première édition de la Bourse du karité aura permis, quant à elle, de découvrir qu'il existe au Burkina Faso une demande en beurre de karité et en amande qui excède l'offre nationale. Une opportunité de marché de proximité s'est ainsi révélée aux producteurs de cette filière.

Dans la filière lait, les journées promotionnelles du «lait de chez nous» ont suscité beaucoup d'intérêt de la part des visiteurs qui ont pu découvrir les unités de transformation de cette filière en émergence. Sur le plan de la production, deux clubs d'insémination artificielle ont aussi vu le jour au cours de l'année.

Dans la filière viande, la construction du marché à bétail à Guelwongo vient compléter la ceinture du Burkina Faso en marché frontalier. Cette nouvelle infrastructure arrive à point car elle contribuera à faciliter le commerce de bétail avec le Ghana dans un contexte où les échanges commerciaux avec la Côte d'Ivoire sont presque arrêtés compte tenu de la crise qui y sévit.

GUINÉE (Conakry)

Programme d'appui aux populations paysannes (PAPP) en Moyenne Guinée
ACDI A-20715-001-PR-1

Pays

Guinée (Conakry)

Entité contractante

Consortium UPA Développement international (UPA DI) et Groupe-conseil CAC international inc.

Type de projet

Bilatéral

Durée

7 ans

Période de réalisation

Février 2003 à janvier 2010

Partenaires terrain

Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPPD), autres Fédérations à déterminer

Partenaires canadiens

Agence canadienne de développement international (ACDI)

Financement

ACDI – 11 000 000 \$

Contexte

Classée parmi les pays à faible développement humain, la Guinée (Conakry) se situe au 150^e rang sur 174 pays inventoriés au Rapport sur le développement humain 2001, produit par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Plus de 40 % de sa population vit en situation de pauvreté absolue. Avec un revenu annuel de moins de 239 000 francs guinéens (FG) (environ 192 \$ CA), une bonne partie de sa population ne peut même pas subvenir à ses besoins de base.

La pauvreté en Guinée (Conakry) se répartit de façon inégale parmi les groupes socio-économiques des sept régions administratives du pays, dont la Moyenne Guinée représente l'une des poches importantes de pauvreté. Dans cette région, 50,6 % de la population vit sous le seuil absolu de la pauvreté et 14,1 % sous celui d'extrême pauvreté.

La population dans la région des hauts plateaux du Fouta Djallon est majoritairement féminine (54 %). Les femmes constituent la principale force de travail, assurent la grande partie des activités économiques et supportent, pour l'essentiel, le poids de la pauvreté. Ce phénomène s'explique par l'exode des hommes en âge de travailler qui tentent ainsi d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille.

Le Fouta Djallon, qualifié de « château d'eau » de l'Afrique de l'Ouest (source des grands fleuves Sénégal, Gambie et Niger), offre pourtant un potentiel considérable de développement économique à cause de ses ressources hydrauliques, ainsi que de la qualité et de la disponibilité de terroirs pour la production agricole.

Les populations ont entamé depuis environ une décennie, un processus de mutation les menant progressivement d'une économie de subsistance à des activités génératrices de revenus et à une économie de marché. Cette préoccupation a favorisé la création de « groupements » de producteurs, « d'unions » de groupements et même d'associations faïtières sous forme de « fédérations ». L'économie de la région est essentiellement agricole.

Description du projet

D'une durée prévue de sept ans, le PAPP en Moyenne Guinée privilégie une approche économique qui s'appuie sur une stratégie de renforcement des capacités, centrée sur une démarche « filière de production ». Ses actions s'inscrivent en partenariat, en complémentarité et en synergie avec les activités des autres acteurs de développement présents en Moyenne Guinée. Le programme viendra en appui au renforcement des capacités des paysannes et paysans par l'entremise de leurs structures associatives (groupements de base, unions et fédérations) dans deux régions administratives de la Guinée, soit Labé et Mamou, dans la zone du Fouta Djallon en Moyenne Guinée.

Enjeux de développement et perspectives

Le programme s'inscrit dans les orientations du gouvernement de la République de la Guinée en matière de développement humain et de stratégie de réduction de la pauvreté visant notamment à :

- Améliorer les infrastructures physiques, sociales, économiques et financières qui constituent un frein à la croissance.
- Accroître la capacité et améliorer les compétences des populations afin qu'elles parviennent à un meilleur rendement de leur travail et qu'elles en tirent des bénéfices accrus.

Avancement du projet

Le PAPP est à l'étape de démarrage. Concrètement, cette phase vise à faire l'état des lieux, à valider la stratégie d'intervention du programme et à mettre de l'avant des diagnostics participatifs. Ces différentes informations permettront notamment de produire un plan de mise en œuvre pour la durée du programme, lequel précisera les stratégies d'interventions tenant compte de la réalité du terrain.

Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM)
ACDI A-018875-001-PR1

Pays

Mali

Entité contractante

UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet

Action convergente

Durée

5 ans

Période de réalisation

Novembre 1997 à octobre 2002

Extension jusqu'à avril 2003

Partenaires terrain

Faso Jigi, Baabahuu Jici, Nyèsigiso (Réseau de caisses d'épargne-crédit du Mali), Fédération des caisses rurales mutualistes du Delta (FCRMD)

Partenaires canadiens

Agence canadienne de développement international (ACDI), Développement international Desjardins (DID)

Financement

ACDI – 4 566 762 \$

Contexte

Au cours des années 1990, le Mali s'est engagé dans la libéralisation du marché céréalier afin de passer d'un monopole d'État à un mode de fonctionnement favorisant une implication accrue du secteur privé et associatif. Malgré les progrès accomplis et un environnement incitatif, plusieurs facteurs continuent d'entraver le développement de la filière céréalière. Parmi ces derniers, il y a les problèmes de morcellement de l'offre, la variabilité de la qualité, le manque d'information sur les surplus commercialisables, les problèmes de préfinancement de campagne et le manque de connaissances concernant la demande.

La maîtrise de l'information sur les différentes facettes de la demande permettrait certes de mieux adapter l'offre aux besoins des transformateurs et des consommateurs.

Description du projet

La stratégie d'intervention est de permettre aux productrices et producteurs, à travers leur organisation paysanne, de jouer un rôle actif dans la mise en marché de leurs céréales. Le projet consiste à appuyer deux organisations, soit Faso Jigi située dans la région de Ségou et Baabahuu Jici de la région de Diré. L'appui vise le développement de leur autonomie organisationnelle et de leur capacité à soutenir un système collectif de mise en marché, ainsi qu'un programme de paiements anticipés.

Enjeux de développement et perspectives

La mise en marché collective permet de structurer l'offre en regroupant des volumes importants, en assurant la logistique liée à la mise en marché (stockage, livraison, contrôle de la qualité, etc.) et en négociant des ententes qui sécurisent tant les producteurs que les transformateurs. Conjuguée aux paiements anticipés, cette forme de mise en marché permet aux productrices et producteurs d'obtenir un juste prix et un revenu plus stable. Elle permet aussi, dans des perspectives de sécurité alimentaire et de développement de marché, de fournir l'information nécessaire sur la disponibilité des stocks céréaliers et d'ajuster plus facilement l'offre à la demande.

Avancement du projet

De bonnes nouvelles ont été annoncées au cours de l'année 2002-2003. Une première concerne le financement des campagnes de commercialisation. Faso Jigi, avec l'appui de la direction du Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM) a obtenu d'une institution financière du Mali, la Banque nationale pour le développement de l'agriculture (BNDA), un accord pour le financement de la campagne agricole 2002-2003. Cet accord fait en sorte que l'organisation bénéficie maintenant d'une ligne de crédit au taux de 8,5% d'intérêt au lieu de 12,5% de la part de Nyèsigiso, partenaire depuis le démarrage du projet. Ce changement d'institution était inévitable considérant les besoins en crédit de plus de 2 M\$ CA pour couvrir la campagne de commercialisation 2002-2003. Toutefois, une entente est intervenue avec Nyèsigiso pour qu'elle assure le positionnement des crédits dans les comptes des producteurs moyennant rétribution. Par ailleurs, les Services financiers décentralisés (SFD) de Niono, se sentant lésés, ont réagi. Des négociations avec les SFD sont présentement en cours pour trouver une solution qui satisfasse toutes les parties.

Il est permis d'affirmer aujourd'hui que Faso Jigi dispose d'un financement agricole adapté à la réalité du secteur. Cette nouvelle entente de crédit favorisera le développement de l'organisation, tant du côté de son membership que des volumes commercialisables, puisque pour la campagne 2001-2002 le crédit avait été limité. Cette diminution des coûts d'intérêts, entraînant une augmentation de la marge bénéficiaire, sera partagée entre les producteurs et Faso Jigi. Pour l'organisation, cela signifie une augmentation de ses revenus qui se traduira automatiquement par un accroissement de son autonomie financière et ce, sans tenir compte de l'augmentation des revenus liés à l'accroissement des volumes à commercialiser.

Autre bonne nouvelle, à la suite de l'évaluation du projet, l'ACDI a fait part de son intention de financer une seconde phase. Elle ajoutait vouloir poursuivre cette prochaine phase avec UPA DI. Une fois cette annonce faite, UPA DI se mettait à la tâche pour déposer divers scénarios quant à la suite de PACCEM I. En décembre 2002, les parties se sont mises d'accord quant aux suites à donner. Une entente a été signée en avril 2003. Celle-ci fixe les conditions pour une durée de six ans avec un budget de l'ordre de 6,5 M\$ CA. Cette entente spécifie également que l'appui accordé aux producteurs de blé de la région de Diré sera limité à trois ans, le temps de permettre au gouvernement du Mali de se positionner dans la filière blé.

Sur le terrain, les activités à Ségou avec Faso Jigi se sont poursuivies normalement jusqu'en décembre 2002. Pour le dernier trimestre, janvier à mars 2003, l'équipe a été forcée de reporter une partie de ses activités, considérant que les moyens financiers étaient limités dans l'attente de la nouvelle phase. Par ailleurs, il importe de souligner un appui significatif apporté aux productrices d'échalotes permettant le démarrage d'une expérience pilote. Deux groupements de productrices ont été appuyés selon le même principe que les producteurs de céréales.

Pour Diré, l'équipe a poursuivi son travail au niveau du renforcement organisationnel de Babaahuu Jici. Cette organisation a fait face, au cours des dernières années, à un bon nombre de difficultés. Celles-ci s'expliquent en bonne partie par l'environnement social et politique de la zone. Des gains ont toutefois été réalisés à ce niveau, mais la structure demeure encore fragile aujourd'hui. Comme pour Ségou, une expérience pilote est lancée auprès d'un groupement de femmes. Depuis toujours, les femmes effectuent le battage du blé manuellement. PACCEM a fait confectionner une batteuse qui sera confiée à ce groupement de femmes. Cette petite mécanisation doit permettre d'alléger la tâche des femmes et de faire face à un accroissement de la production de blé dans la région.

Projet d'appui aux producteurs de blé (PAPB)

Pays

Mali

Entité contractante

Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM)

Durée

5 ans

Période de réalisation

Janvier 1998 à décembre 2002

Extension jusqu'à une date non déterminée, soit jusqu'à épuisement de l'enveloppe budgétaire

Partenaires terrain

APCAM, Baabahuu Jici (organisation des producteurs de blé de la région de Diré), ministère de l'Agriculture, de l'Eau et des Pêches (MAEP), Service semencier national, Nyèsigiso (Réseau de caisses d'épargne-crédit du Mali)

Financement

Fonds commun de développement canado-malien (FCD) – 1 400 000 \$

Contexte

Annuellement, 30 000 t à 50 000 t de blé sont nécessaires au Mali. Pendant longtemps, les besoins ont été comblés par des importations commerciales et de l'aide alimentaire, ayant pris fin en avril 1997. Le Mali doit donc chercher de nouvelles avenues pour combler ses besoins. La production locale de blé dans la région de Diré devient très intéressante, surtout depuis la dévaluation du Fcfa. En 1997, la production d'environ 3 000 t était essentiellement commercialisée dans la région de Tombouctou. Toutefois, malgré un potentiel de production important de 30 000 ha, plusieurs contraintes entravent encore le développement de cette filière: accès aux intrants, irrigation, régie de culture. Il en est de même au plan de l'organisation de la mise en marché, l'offre étant dispersée sur un territoire vaste et enclavé.

Description du projet

Le projet a pour objectif de créer un environnement favorable à l'accroissement de la production de blé. Trois types d'appui sont apportés: l'encadrement technique assuré par les services du MAEP, l'accès aux intrants via le développement d'un programme du Service semencier national et l'accès aux motopompes facilité par un programme d'acquisition sous forme de crédit, lequel est développé en collaboration avec le Réseau des caisses Nyèsigiso. La coordination de ce projet d'appui technique a été confiée au Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM), compte tenu de l'interrelation avec les activités de mise en marché dont il est déjà responsable.

Enjeux de développement et perspectives

Un des enjeux est d'assurer une réelle appropriation des différents mécanismes et outils de développement par les paysans et leur organisation professionnelle (Babaahuu Jici) ainsi que par les services techniques locaux. L'objectif du projet demeure la commercialisation de plus de 4 000 t de blé annuellement pour les villes de Ségou et Bamako. En 2002-2003, on anticipe commercialiser un peu plus de 1 200 t vers ces villes. Un autre enjeu tout aussi important est de désenclaver le Nord du Mali en favorisant les échanges commerciaux entre le Nord et le Sud du pays.

Cependant, à court terme, le défi est de réduire les coûts du transport qui représentent actuellement 22 % des frais de commercialisation. Ces coûts élevés, principalement en raison de la flambée du prix du pétrole, pourraient diminuer l'attrait pour le blé de Diré et, conséquemment, miner le développement de cette production. Pour contrebalancer l'accroissement des coûts de transport, il faut miser sur une augmentation des rendements. Celle-ci devra nécessairement passer par un renforcement de l'encadrement technique et une accessibilité à des intrants de qualité.

Avancement du projet

Pour Diré, l'équipe a poursuivi son travail au niveau du renforcement organisationnel de Babaahuu Jici. Cette organisation a fait face, aux cours des dernières années, à un bon nombre de difficultés qui s'expliquent en bonne partie par un environnement social et politique difficile. Des gains ont toutefois été réalisés à ce niveau mais la structure demeure encore fragile aujourd'hui. La consolidation de l'organisation a fait en sorte de limiter l'appui aux seuls groupements en règle. Cette limitation a eu comme conséquence de restreindre à la fois le membership et les volumes commercialisables.

Pour la partie du financement agricole, l'organisation a maintenu sa collaboration avec Nyèsigiso. Un travail intense a été entrepris pour la récupération des impayés de la part de certains producteurs. Malgré une amélioration enregistrée cette année, la situation demeure préoccupante pour l'organisation. Beaucoup de travail reste à faire pour enrayer ce fléau qui semble coller à la région.

Traditionnellement ce sont les femmes qui effectuent le battage du blé à Diré. Avec l'aide du PACCEM, une expérience pilote a été lancée auprès d'un groupement de femmes. Il s'agit essentiellement de doter ces femmes d'une batteuse qui leur permettra d'effectuer le battage du blé non plus à la main, mais de façon mécanisée. Cette petite mécanisation doit permettre d'alléger la tâche des femmes et faire face à un accroissement de la production de blé tout en assurant aux femmes une source de revenus significatifs.

Du côté de la production, l'organisation anticipe un accroissement de celle-ci sur le territoire, résultat d'une bonne campagne agricole qui devrait se traduire par une augmentation du rendement moyen sur l'ensemble du territoire. Quant aux volumes commercialisés, ils devraient s'accroître par rapport à la campagne précédente pour se situer à environ 1 200 tonnes.

Un travail intense a été mené en parallèle par les élus de Babaahuu Jici auprès de l'État malien. Les élus de l'organisation ont voulu forcer l'État à s'engager concrètement dans le développement de la filière blé. Cette pression a mené l'État à déposer en décembre 2002 un document d'intention pour le développement de la filière à court, moyen et long terme. Ceci a certes contribué significativement à la décision de l'ACDI de s'engager pour une seconde phase de trois ans.

Programme de stages internationaux pour les jeunes

Pays
Mali

Entité contractante
UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet
Échanges professionnels et interculturels

Durée
4 mois

Période de réalisation
Septembre 2002 à décembre 2002

Partenaires terrain
Organisations professionnelles agricoles (OPA) au Mali*

Partenaires canadiens
Institut de technologie agroalimentaire (ITA) de Saint-Hyacinthe et la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ)

Financement
Agence canadienne de développement international (ACDI) – 75 000 \$
UPA DI – 7 241 \$

Contexte

En collaboration avec l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) et la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ), UPA DI veut offrir à des étudiants finissants la possibilité de vivre une expérience professionnelle en contexte interculturel, tout en venant en appui à des partenaires dans le pays hôte. Comme les stagiaires appuient des partenaires déjà associés à UPA DI, leur intervention ayant pour thème « L'agriculture malienne et la coopération pour un développement durable » s'inscrit dans une continuité et, par conséquent, sera assurée d'un suivi.

Description du projet

Les stagiaires sont associés à des familles agricoles et, à travers leurs interventions, ont contribué à :

- Un appui aux productrices et producteurs de bovins.
- Un appui à l'association paysanne Faso Jigi.
- Un appui aux exploitants mécanisés.
- Un appui aux femmes actives dans la transformation de fruits et légumes.
- Un appui aux producteurs maraîchers.

Les stagiaires suivent une formation prédépart pour s'initier à l'intervention dans un contexte interculturel. Ils sont également encadrés sur le terrain, participent à des rencontres de réintégration au retour et produisent chacun un rapport sur leur expérience.

* Direction régionale de l'appui au monde rural (DRAMR), association paysanne Faso Jigi, exploitants mécanisés, association de femmes actives dans la transformation de fruits et légumes et producteurs maraîchers.

Réalisations et résultats

Résultats en matière de développement

Le mandat des stagiaires était de partager avec leurs familles hôtes et les organisations maliennes les préoccupations des jeunes Canadiens pour une agriculture durable, tout en s'imprégnant des façons de faire et de la culture maliennes. En partageant des pratiques «vertes» avec les familles paysannes, il était souhaité que ces stages aient un impact à long terme sur la façon dont certaines familles maliennes conçoivent les retombées environnementales de leur travail.

En appuyant certaines activités agricoles des familles paysannes de la région de Ségou, les stagiaires ont atteint l'impact développemental prévu. Comme ces stages se réalisent dans le cadre d'un projet mis en œuvre par UPA DI, les résultats atteints par les stagiaires ont d'autant plus de possibilités d'être pérennes puisqu'ils s'inscrivent dans le cadre d'une série d'activités de valorisation de l'agriculture au Mali.

En termes d'égalité des sexes, le stage en transformation des aliments visait directement cette problématique en appuyant des groupements de femmes qui tentent de s'associer pour commercialiser les produits agroalimentaires locaux. De plus, tous les stagiaires ont participé aux travaux domestiques quotidiens des femmes africaines et ont pu, par ce fait, réfléchir et échanger sur la dynamique homme-femme dans les deux sociétés.

Résultats en ce qui a trait à l'emploi

Le stage de quatre mois au Mali a permis à cinq finissantes en agroalimentaire de découvrir une autre perspective d'emploi, soit la possibilité de travailler dans le domaine de la coopération internationale. En outre, le stage les a aidées à développer des compétences socio-professionnelles telles la flexibilité, la confiance en soi, la tolérance aux autres cultures ainsi que des compétences professionnelles en agriculture au niveau des techniques de production, de récolte et de transformation.

Depuis leur retour au pays, les stagiaires ont reçu un appui, par UPA DI et l'ITA, pour la recherche d'un emploi soit :

- Aide pour la rédaction de leur curriculum vitae ainsi que des lettres de présentation.
- Mise à la disposition des stagiaires d'une liste des différents organismes du milieu agricole où elles pourraient déposer leur curriculum vitae.
- Mise en contact avec des employeurs potentiels, des organismes et des partenaires œuvrant en coopération internationale afin de permettre aux stagiaires une ouverture d'emploi dans le domaine.

*Animation pour la promotion de l'entraide et des initiatives locales
dans la zone pastorale (APEL ZP)*

Pays
Niger

Entité contractante
UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet
Programme de développement institutionnel
(PDI)

Durée
18 mois

Période de réalisation
Février 2001 à novembre 2002

Partenaires terrain
L'organisation APEL ZP

Partenaires canadiens
Solidarité Canada Sahel (SCS)

Financement
Agence canadienne de développement
international (ACDI) via
Solidarité Canada Sahel (SCS) 169 000 \$

Contexte

À la suite de la rébellion qui a eu cours au milieu des années 90 dans cette région du Niger, les populations vivaient une grande perturbation et une insécurité permanente. Les activités de développement étaient à toute fin pratique suspendues et les populations en déplacement. Avec l'avènement de la paix à la fin des années 90, les populations reviennent et tentent de se réorganiser pour faire face aux rudes conditions de survie dans la zone. Plusieurs jeunes se regroupent sous forme d'organisations non gouvernementales locales (ONG) dont APEL ZP qui se définit comme une ONG de services, réalisant des mandats confiés par différents bailleurs pour venir en aide aux populations de la zone.

Description du projet

APEL ZP a revu sa mission et concentré ses efforts dans l'appui aux nombreux groupements d'éleveurs dans cette région du Niger et est devenue depuis bientôt un an leur porte-parole auprès des autorités. UPA DI les accompagne dans cette étape de développement institutionnel. La phase d'implantation du projet a porté sur la réalisation d'un diagnostic organisationnel et d'un audit financier permettant ainsi à l'organisation de faire le point sur ses acquis avant d'entreprendre une démarche de développement institutionnel. Cette première phase a été suivie d'une planification stratégique et d'un plan d'action permettant à l'organisation de concrétiser sa nouvelle mission.

Enjeux de développement et perspectives

Les groupements d'éleveurs ne sont pas faciles à circonscrire. Ils évoluent souvent selon des règles traditionnelles qui ne s'adaptent pas facilement aux contraintes administratives. APEL ZP aura donc à consolider sa base en allant sur le terrain rencontrer les différents groupements. Pour sa visibilité au niveau national, l'organisation devra consolider également ses trois antennes qui permettront de diffuser de l'information, sensibiliser et mobiliser les groupements d'éleveurs.

Avancement du projet

Le diagnostic organisationnel et l'audit ont été confiés à des consultants nationaux. Une première mission aura permis d'entreprendre la planification stratégique qui mena à la définition du projet d'appui et de collaboration entre APEL ZP et UPA DI. Les activités de consolidation de la base et des antennes ont été réalisées. Le programme de développement institutionnel (PDI) initialement défini a également été entièrement réalisé prenant fin en novembre 2002.

La trop courte vie de ce projet a été marquée par la modification des textes statutaires, le renforcement des capacités du personnel recruté et des membres, l'amélioration de la qualité de la communication, ainsi que par l'extension de la représentation sociale avec la création des antennes et des sections. Les activités menées dans le cadre de ce PDI auront permis de renforcer la crédibilité et la visibilité de l'Union des éleveurs et producteurs (UEP) tant au niveau régional que national, ce qui a eu pour retombée l'établissement de relations de partenariat avec différents organismes de développement.

Au niveau régional, bon nombre de directions techniques collaborent avec APEL ZP dans toutes leurs actions. Elles sont impliquées avec les autorités administratives et coutumières, dans l'élaboration des documents de stratégie de lutte contre les feux de brousse, dans la proposition d'un code pastoral et des stratégies de gestion positive des conflits.

APEL ZP assure le secrétariat technique du cadre de concertation des OPA du Niger. Elle participera bientôt à un réseau national sur l'écologie et mettra en place un observatoire sur les ressources pastorales.

Plus de 18 000 éleveurs appartenant à 98 groupements fondent la base d'APEL ZP. Ces groupements sont répartis dans trois antennes localisées dans deux régions du Nord Niger. Un bon climat de confiance et de cohésion sociale entre les membres et leurs organes a prévalu tout au long de la réalisation du programme de développement institutionnel.

La fin du financement a constitué la fin de l'intervention. APEL ZP se retrouve depuis lors sans soutien technique et financier. Il s'agit là d'une situation difficile pour une jeune organisation mais espérons que les éleveurs persévéreront sur la voie de l'action collective.

Appui à l'entrepreneuriat forestier de Kolda

Pays
Sénégal

Entité contractante
UPA Développement international (UPA DI)

Type de projet
Appui à la gestion rationnelle de la forêt en développant des productions alternatives : miel, anacarde, bambou et plantes médicinales.

Durée
4 ans

Période de réalisation
Juillet 2001 à septembre 2005

Partenaires terrain
Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature – Direction des eaux et forêts

Partenaires canadiens
Tecsult international limitée

Financement
Agence canadienne de développement international (ACDI)

Contexte

Le Projet d'appui à l'entrepreneuriat forestier de Kolda (PAEFK) tend à favoriser la croissance économique et la réduction de la pauvreté à travers l'exploitation durable des ressources naturelles et le développement du secteur forestier. Le projet vise les filières les plus prometteuses en terme de possibilités de développement économique, de valeur ajoutée et d'une meilleure rémunération du travail des populations ciblées par le projet.

Description du projet

Le PAEFK est constitué de deux composantes et vise à appuyer les opérateurs des filières anacarde, miel, bambou et plantes médicinales. UPA DI intervient sur la deuxième composante portant sur l'appui au développement des activités économiques et de l'entrepreneuriat dans le secteur forestier. Cette composante comprend quatre volets: recherche et expérimentation, développement des capacités des opérateurs forestiers, appui aux activités économiques et au développement de l'entrepreneuriat, et enfin, le développement de stratégies favorisant l'égalité des sexes, le suivi environnemental et la concertation avec d'autres intervenants.

Enjeux de développement et perspectives

À long terme, le PAEFK devrait mener à l'amélioration de la gestion des ressources forestières dans une perspective d'accroissement du potentiel et de rationalisation de l'exploitation. Par conséquent, nous devrions constater une diminution de la pauvreté des populations et une réduction des écarts socio-économiques entre les hommes et les femmes. Mais il faudra préalablement développer les capacités techniques et entrepreneuriales des opératrices et opérateurs. La recherche et le développement sur les marchés, les produits et les technologies, appuyés par des formations adaptées et le soutien à des projets économiques viables, nous permettront d'atteindre les résultats escomptés.

Avancement du projet

La collecte d'informations et l'analyse documentaire relativement aux filières appuyées ont permis la mise à jour des informations économiques et commerciales. Les principaux partenaires du projet, principalement des groupes de productrices et producteurs, sont connus et une analyse plus approfondie des conditions du marché national est présentement en cours. Le projet entre présentement dans sa phase opérationnelle.


POST-SCRIPTUM

L'agriculture fait couler beaucoup d'encre encore de nos jours. Modèle durable, mode de production, tout est objet à discussion. Les grands de ce monde, veston, cravate, chemisier et souliers satinés, chacun rédige sur papier en-tête, lettres à l'appui, des solutions à imposer au nom de l'agriculture.

Mais l'agriculture, encore de nos jours, fait surtout couler beaucoup de sueur. Les gens de la terre de ce monde, souvent stigmatisés par des sueurs froides, doivent être culottés et retrousser leurs manches pour tenter de faire survivre ce mode de vie. Ils ont en tête pourtant des solutions, celles qui à leurs yeux imposent le bon sens. Pour leurs lettres, il ne semble pas cependant y avoir d'accusé réception.

Dit autrement, ceux et celles qui décident du sort de l'agriculture n'en vivent pas, alors que ceux et celles qui tentent d'en vivre ne décident pas. Pourtant comme nous le disions au début de ce rapport annuel, il n'y a pas ce roi ou cette reine moderne qui refuserait d'offrir ses lettres de noblesse aux gens de la terre.

Et voilà peut-être la source du problème. Pendant que les uns s'intéressent au mode de production en agriculture, les autres font de l'agriculture un mode de vie. Pendant que ces derniers espèrent toujours recevoir leurs lettres de noblesse, les premiers distribuent des systèmes ISO 9000 quelque chose. Chacun évolue de manière autistique, dans un univers bien à lui. Peut-être que la solution se trouve du côté de la recherche, recherche d'un appareil pour malentendus.



Paysan Moussa part en voyage

(Cinquième et dernière partie)

Bunchibourara, 31 mars 2003

Bonjour ma fille,

Comment vas-tu ? Et mon petit fils Thierry, et ses amis « rappeurs » ? Et Victor, et sa mère madame Brigitte ? J'espère que cette lettre vous trouvera tous en très bonne santé. Je suis revenu sur la terre de nos ancêtres depuis quelques jours seulement, mais je dois te dire que je me sens rassuré.

J'ai raconté au village tout ce que j'avais vu chez vous. J'ai tout d'abord dit que j'avais été très bien accueilli par tout le monde au Québec, un chef n'aurait pas été mieux accueilli. Ils ont été très surpris d'apprendre que les gens chez vous ne se donnent pas la main pour se saluer le matin et encore plus d'apprendre que dans les cages qui montent dans les édifices (je ne me souviens pas du bon nom) les gens ne se disent pas bonjour.

J'ai insisté sur l'hospitalité du Québec, sur les lacs, les rivières et les arbres qu'on retrouve en pagaille; sur la vitesse à laquelle la terre tourne chez vous et sur la rapidité des gens à faire tout comme l'essentiel.

J'ai aussi parlé que le village au Québec c'est pas comme le village ici, qu'entre la famille africaine et la famille québécoise il y a plusieurs différences. Après mes explications, Camara a dit ne pas bien comprendre le sens de vos familles. Mais là, je lui ai quand même parlé de tout l'esprit de famille qu'il y avait à la fête de votre anniversaire de mariage.

Je leur ai parlé longuement de ma rencontre avec Tremblay de Longueuil, celui qui était venu au village et qui travaille pour les paysans du Canada. Tu te souviens tu m'avais demandé si j'avais son adresse et je t'avais dit c'est sur le boulevard Roland de la Terre. Un chic type ce Tremblay. J'avais bien aimé quand il nous avait amené, toi et moi, rencontrer un producteur agricole comme il les appelle chez vous. Paysan ou producteur agricole je pense bien que c'est la même chose parce que ce producteur parlait des mêmes choses que chez nous: la pluviométrie (ils disent la météo), si les champs ont bien donné, etc.

J'ai dit à Camara et aux autres sages du village qu'une grosse différence, c'est les machines qui font que, pour eux, cultiver un hectare c'est rien et même plus, c'est pas assez. Oui, oui, le paysan que nous avons vu il en a 80, et tout le travail se fait avec ses enfants et sa femme même s'il en a seulement qu'une. Par contre, je leur ai dit que même les machines cela ne remplace pas

l'homme, que si l'agriculture s'est développée chez vous c'est d'abord à cause des agriculteurs qui se sont réunis en association. Ça c'est Tremblay qui m'a bien expliqué cela et je pense qu'il a raison même si c'est un jeune.

Tu sais que Tremblay m'a envoyé un message par l'ordinateur de l'école. Il dit qu'il veut nous aider. Mais il a insisté sur le fait que notre association doit être démocratique et transparente. Je vais lui répondre que je suis d'accord avec démocratique même si je ne suis pas certain que ce soit la même démocratie qu'au Canada. D'ailleurs, les structures traditionnelles de notre village fonctionnent depuis longtemps sur les traces de la démocratie. Pour la transparence, même si nous avons de grands « boubou », nous n'avons rien à cacher.

Je ne sais pas s'il m'a dit cela pour me faire plaisir ou si son organisation va vraiment nous aider. Je lui ai dit « L'œil de l'étranger voit loin mais il ne voit pas tous les trous. » Est-ce que tu peux me rappeler le nom de l'organisation de Tremblay, je me souviens que cela finissait par développement international et qu'il y avait un A, un P euh un U...

Salutations à la famille et merci de la part de tout le village.

De ton père,

Moussa

*Or, les organisations prennent
et des femmes qui épousent
moins, toujours avec les
valeurs et les valeurs
qu'elles et ils ne
ne transpirent pas
personnes, les
vulnérables,
entraînent
Et on se
bière à
ressent
le moi
supp
Au
pr
la*



Ont contribué à cette œuvre épistolaire...

À l'inspiration

En plus de nos proches collaboratrices et collaborateurs, et de nos partenaires à qui nous avons emprunté les réalités quotidiennes, traduites dans nos mots en pure fiction, ou empruntés à :

- Jean-Claude Collet, *producteur expert*
- Véronique Gélinas, *stagiaire ITA au Mali*
- Sylviane Jinchereau, *stagiaire ITA au Mali*
- Attaher Cissé, *stagiaire PACCEM Mali au Québec*

À la transcription littéraire des réalités Terre à Terre, du comité de rédaction :

- André D. Beaudoin
- Claude Giles
- Paul Langelier

Au travail de moine pour la révision des textes :

- Francine Breton
- Julie Comeau
- Myriam Payant
- Julie Rochon

À la façon calligraphique et qualité graphique :

- Ginette Morneau, *Versicolore design graphique*

Archiviste, éditeur et chef de pupitre :

- Paul Langelier

À l'an prochain !

Et s'il vous prend un ennui insurmontable...

www.upadi-agri.org 

Prochainement sur nos écrans...

Depuis plus de dix ans maintenant, nous sommes témoins privilégiés du développement, mais aussi du non-développement de l'agriculture en Afrique. Dix ans où nous-mêmes avons mis, comme dirait l'hôte: l'épaule à la houe. Au rayon du développement, ça fait une bien petite circonférence nous direz-vous. Sans langue de bois, comme d'habitude nous chercherons donc à décrire le phénomène plus qu'à en décrier les acteurs.

Il s'agit d'un sujet d'une telle complexité qu'il serait prétentieux de vouloir en faire le tour. Une chose est sûre cependant, la majorité des observateurs s'entendent pour dire que les résultats sont décevants sinon franchement insuffisants. À ce jour, l'évolution de l'agriculture africaine ne permet toujours pas de répondre aux besoins liés à la croissance démographique du continent. Or, il est certain que l'Afrique possède toutes les ressources pour répondre aux besoins de ses populations, en commençant par ses hommes et ses femmes.

Ce qui précède sera fort probablement le début du prochain numéro de Terres humaines dont la sortie est prévue pour décembre 2003: *Des hommes d'étoffe, l'Afrique est au coton*.

En effet, comme nous l'avions déjà annoncé l'an dernier, nous voulons donner une plus grande portée au dossier, jadis inclus dans le rapport annuel, en le faisant vivre à travers un véhicule que nous avons appelé la collection Terres humaines.

Le dossier: *Des hommes d'étoffe, l'Afrique est au coton* veut questionner le fait que malgré les compétences présentes sur ce continent, l'Afrique n'arrive pas à faire émerger durablement son agriculture. Il y a bien des expériences probantes et fort intéressantes, mais on a l'impression qu'elles sont tellement éparses qu'à ce rythme, il lui faudra encore longtemps pour subvenir à ses besoins alimentaires.

Or des hommes et des femmes de grande qualité et d'envergure aussi ont existé et existent encore, sans pouvoir véritablement changer la donne. Est-ce la conjoncture, est-ce que ce sont des phénomènes structurels ou les deux, ou pire, aucune de ces réponses.

Nous n'avons pas la prétention de connaître l'ensemble des problématiques, encore moins la grande solution à tant d'espoirs déçus. Mais il nous apparaît important de jeter un regard non complaisant sans être pour autant critique. En fait, il s'agit pour nous de faire l'exercice de camper une analyse qui, souhaitons-nous, permettra de pousser plus loin la réflexion.

Or, les organisations prennent
et des femmes qui épousent
moins, toujours avec
valeurs et les vies
qu'elles et ils n
ne transpirent
personnes, et
vulnérable,
entraînent
Et on se
bière à
ressen
le mo
supp
Au
pro
la